

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

1,50f L'Humanité Rouge
B.P. 365-02 ; Paris R.P.
C.C.P. 30 226-72 ; LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

3^e ANNEE N° 128
23 DÉC. 71 - 6 JAN. 72

En 1972 : ouvriers, paysans, travailleurs

En avant vers de nouvelles victoires!

Dans notre pays, il est de tradition de se rappeler à la fin d'une année les événements qui l'ont marquée. Et également de formuler des vœux pour l'année nouvelle à l'intention de ceux qui nous sont chers. Aux communistes marxistes-léninistes de France, qui représentent le détachement politique d'avant-garde du prolétariat, rien n'est plus cher que la classe ouvrière et le peuple travailleur.

Aussi quand nous tournons nos regards vers l'année écoulée c'est pour mesurer les succès et les revers dans la lutte des masses populaires contre les exploiters capitalistes. Et lorsque nous formons des souhaits, ils n'ont qu'un sens : que les travailleurs remportent des victoires toujours plus grandes !

L'année qui s'achève a été marquée par des progrès sensibles sur la voie de l'émancipation totale. Face à l'aggravation accrue des conditions de vie et de travail, face à l'oppression croissante de notre peuple par une poignée de gros parasites capitalistes, c'est un nombre toujours plus grand de travailleurs qui est entré dans la lutte dure, classe contre classe. Car d'emblée l'année 71, l'année du centenaire de la glorieuse Commune de Paris, encore neuve, fut placée sous le signe d'un des plus beaux combats d'après Mai 68, celui des ouvriers de l'usine Batignolles - Nantes (groupe Creusot-Loire) qui occupèrent plus de cinq semaines leur usine. Le pouvoir monopoliste tremble encore du soutien que leur apportèrent des milliers de métallurgistes.

Tout au cours de l'année, en d'innombrables entreprises, les travailleurs suivirent ce brillant exemple : grèves, occupations d'usine, séquestration de P.D.G. se sont succédées. Le seul fait qu'un grand nombre d'ouvriers ait renoué avec ces formes de lutte véritablement prolétariennes que des dirigeants traîtres voulaient leur faire oublier est une grande victoire. Le jour n'est plus loin où une prise de conscience massive décuiera les forces de notre peuple travailleur. D'autant plus que certaines luttes par leur ampleur font faire des pas de géant sur ce chemin-là. Il en fut ainsi de la lutte des O.S. de Renault en mai, de celle des cheminots en juin, de celle des conducteurs de la R.A.T.P. en octobre. Car dans ces trois cas, nous avons eu l'exemple de lutte de classe, dure, de masse, parties de la base et sur les revendications de la base. Mais aussi dans ces trois cas comme dans pas mal d'autres les pompiers de service, les dirigeants syndicaux traîtres nourris essentiellement par le révisionnisme et le réformisme, ont accompli leur sale besogne de division et de démoralisation.

Cependant, que les masses laborieuses en aient plus qu'assez de l'attentisme et du défaitisme insufflés par les bonzes confédéraux, cela ne peut suffire. Les travailleurs doivent se battre TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS, UNIS A LA BASE ET DANS L'ACTION, et surtout les plus conscients d'entre eux doivent contribuer à forger sans tarder l'outil indispensable pour mener à bien les revendications immédiates des travailleurs :

PAS DE SALAIRE INFÉRIEUR A 1 200 F !
LES 40 H TOUT DE SUITE, SANS DIMINUTION DE SALAIRE !
LA RETRAITE A 60 ANS POUR LES HOMMES, A 55 ANS POUR LES FEMMES !

NON AUX LICENCIEMENTS !
A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL !
A BAS LA HIERARCHIE !

et surtout pour préparer la victoire totale indispensable sur les exploiters, la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme acquise par la révolution prolétarienne.

TRAVAILLEURS DE FRANCE, EN AVANT VERS DE NOUVELLES VICTOIRES CONTRE LE CAPITAL ET SES VALETS !

MARCHONS SUR LES TRACES DES HEROIQUES COMMUNARDS !

**L'ANESTHÉSIE
PAR
L'ACUPUNCTURE
EN RÉPUBLIQUE
POPULAIRE
DE CHINE** pages 6 et 7



**Il y a quatre ans, la fondation
du Parti Communiste
Marxiste-Léniniste de France** page 12



**LE 21 DECEMBRE
ANNIVERSAIRE
DE LA NAISSANCE
DE
STALINE** page 8

**A L'INTÉRIEUR DE CE JOURNAL, UNE BROCHURE
(Supplément à ce numéro spécial)**

QUE SIGNIFIE :

CLASSE

CONTRE

CLASSE



La bataille de "L'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner!

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Souscription de la semaine précédente.

	Francs
Deux camarades - Soutlep à H.R.	150
Des ouvriers marxistes-léninistes	70
Un étudiant	5
E. Ouandié	100
Une famille ouvrière	1
Deux portugais H.R. vaincra	10
L.C. - H.R. vaincra	20
Un lecteur (Décembre)	50
Pour que vive H.R. - Un sympathisant	56
Un camarade	5
Pour que H.R. poursuive son juste combat politique et idéologique	20
Un groupe de fidèles lecteurs	140
Un camarade canadien	250
Des amis de l'H.R.	419,50
Des lecteurs de l'H.R.	1,50
Des disciples de Staline	179
Des camarades de D. Anonyme	14
M.J.	25
Groupe Flourens (décembre)	50
Un jeune travailleur	200
Un travailleur espagnol	3
M.G.	10
Un ouvrier immigré	50
Un O.P.	50
Un manœuvre	20
Un artisan	1
Une élève infirmière	1
Un étudiant	15
Deux camarades	10
Un abonné enseignant	10
Soutien à notre H.R.	60
H.R. vaincra - Une secrétaire	15
Pour que vive H.R. et jusqu'à l'écrasement du révisionnisme	10
Collecté à une réunion sur l'Albanie	74
G.T.	29
Des lecteurs	9,50
Des disciples de J. Staline	68
Un délégué CGT lecteur de H.R.	2
Deux lycéennes	2
Un artisan et un employé (décembre) - Nous vaincrons	250
« Des admirateurs d'Engels » soutien hebdomadaire	5
Pour le soutien de H.R.-N.V.T. - Unissons-nous et renforçons notre soutien - H.R. vaincra	300
Un communiste	50
Des Résistants (décembre)	25
Un artiste peintre marxiste	50
H.R. vaincra - Souscription de décembre	25
Un exploité pour la défense de « L'Humanité Rouge »	5
Un veuve de Combattant des Brigades Internationales, tué au combat	20
C.J.C. - Soutien à H.R.	10
A. (midi)	50
Un étudiant	5
Pour soutenir H.R.	1
Un travailleur retraité	2
Pour la victoire de H.R. sur tous ses ennemis	50
G.M.	16
Disciples de F. Marty	7,50
H.R. ne disparaîtra pas	40
Une institutrice fille de paysan	3
H.R. vaincra - La classe ouvrière vaincra	50
Les Cheminots marxistes-léninistes	270
Pour la juste ligne politique de H.R.	2 000 F
Suzanne Marty	500 F
A. Maro	30 F
Souscription à meeting H.R. à Paris sur l'Albanie	660,24 F
Total de la semaine	6 680,24
Total précédent	140 388,99
Total général (déjà utilisé pour le règlement des dettes de H.R.)	147 069,23

La souscription de cette semaine est reportée dans le prochain numéro.

Camarades, Amis et Lecteurs,

Diffusez massivement le présent numéro de « L'Humanité Rouge » qui porte sur 15 jours. Chaque année pendant les fêtes nous enregistrons une légère baisse de la diffusion qui n'est pas due à nos militants. Aussi le Comité d'Administration de notre journal a-t-il jugé préférable pour des raisons politiques et financières de confectionner un numéro spécial de 12 pages plus un supplément encarté, riche par la diversité des sujets abordés.

Nous ne doutons pas que tous nos camarades et amis porteront cette année à un niveau supérieur la diffusion militante.

EXEMPLE D'UN CERCLE DE DIFFUSION DE L'HUMANITÉ ROUGE

Pour une diffusion plus large dans la classe ouvrière

Chers Camarades,

Nous tenons à vous faire part de notre détermination à tout faire pour que « L'Humanité Rouge » vive et se développe toujours plus, pour qu'elle soit une arme toujours meilleure entre les mains de la classe ouvrière de France, dans son combat révolutionnaire.

Votre appel a donc été entendu parmi les camarades de notre cercle, chacun ayant fait le maximum pour vous envoyer un soutien immédiat.

Mais il nous semble que le combat de « L'Humanité Rouge » ne peut être gagné que par la Classe ouvrière elle-même. C'est pourquoi nous avons demandé à chacun des ouvriers, lecteurs réguliers de « L'Humanité Rouge », parce qu'ils ont envie d'entendre dire, de se transformer eux-mêmes en diffuseurs auprès de leurs cama-

rades d'Atelier, de leurs voisins, de leur amis. Cet appel a été entendu et pour nombre d'entre eux, c'est maintenant trois H.R. par personne que nous leur apportons au lieu d'un seul. C'est-à-dire une vingtaine d'H.R. supplémentaires diffusées chaque semaine, une vingtaine d'ouvriers nouveaux qui découvrent notre programme, nos mots d'ordre, les lignes d'actions que l'avant-garde marxiste-léniniste trace, aujourd'hui, à la classe ouvrière et à tous les exploités et opprimés par le système pourri du capitalisme. Tôt ou tard ces camarades ouvriers qui découvrent maintenant notre journal se transformeront à leur tour en diffuseurs et en militants de sa cause révolutionnaire. Et c'est ainsi que « L'Humanité Rouge » gagnera son combat.

Correspondants H.R.

DANS LES LYCÉES :

Lutte contre la répression

Pour riposter contre la circulaire Guichard (voir H.R. n° 126), des élèves progressistes du Castel (Lycée - C.E.T. Dijonnais) convoquent une assemblée générale le vendredi 10 à 10 h. Les 300 élèves assistant à l'A.G. votent la grève. L'administration essaie de briser la grève : elle essaie d'empêcher les élèves restés en cours de rejoindre les grévistes, elle contrôle les identités à l'entrée. Malgré cela les grévistes organisent un cortège autour du lycée et sont rejoints par d'autres élèves (certains en passant par des fenêtres parce que l'administration bloque les portes).

Ainsi nous nous retrouvons 500 à midi.

Un élève explique que la circulaire Guichard fait partie du processus général de répression des masses populaires et montre la nécessité de lier la lutte des lycéens aux luttes de la classe ouvrière et des autres couches populaires.

Les révisionnistes de l'UNCAL, qui n'avaient rien fait jusque-là proposent à 11 h 30 de faire grève jusqu'à 12 h « puisque le mouvement est déjà déclenché ». Un roquet trotskiste se ridiculise en prétendant que le seul moyen de développer la grève est l'appui des syndicats pourris de professeurs qui se sont toujours opposés aux luttes de masse des lycéens.

Les élèves continuent la grève l'après-midi. Ils ont droit à la visite du recteur et même du conseiller général Pelletret qui leur disent « qu'il y a des claques qui se perdent » et que

les flics interviendraient si les élèves n'avaient pas rejoint leurs classes à 15 h. Devant ces provocations les élèves répondent en scandant « A bas la répression libérale d'expression » et continuent la grève jusqu'à 16 heures.

Les lycéens ont ainsi montré que par la lutte de masse, ils peuvent mettre en échec la circulaire Guichard.

information

Une délégation du Parti communiste d'Espagne ayant à sa tête le secrétaire général Santiago Carrillo a effectué une visite en Chine, sur l'invitation de l'Association du Peuple Chinois pour l'Amitié avec l'Étranger (d'après « Pékin Information », n° 49).

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	10 F	20 F	40 F
Adresse	6 mois	20 F	40 F	80 F
	1 an	40 F	80 F	150 F
	Etranger :			
	3 mois	40 F	85 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

A L'ÉCOLE DES MASSES EXPLOITÉES

Chers Camarades,
Bravo pour votre action générale. Il y a vraiment quelque chose de formidable qui se passe depuis Mai 68, et ça fait 20 ans qu'on attend cela.

Mais je vous dirai que j'achète votre journal simplement par sympathie.

Je n'ai pas de leçon à donner, mais surtout à en prendre, et de qui ? surtout de ceux qui ont beaucoup souffert et qui ont beaucoup été opprimés et exploités. Je commence à retirer ma casquette devant eux, ouvriers et paysans et je les écoute. Mais pour pouvoir les écouter, il faut bosser avec eux. Sinon, c'est pas très sérieux. C'est au boulot, « grattant », qu'on apprend ce que veut dire Révolution, je crois.

Il nous est arrivé le livre de Maria Maccocchi « De la Chine ». Il est clair et compréhensible, même à des gens très simples.

Pourquoi ne pas comparer toute la pourriture du monde occidental avec la pureté nouvelle de la société chinoise ? et faire des comparaisons aérées. Exemples :

— La médecine en France et dans les pays occidentaux et la médecine en Chine.

— La justice en France et la justice en Chine.

— L'armée avec ses affreux inutiles, ses va-t'en-guerre, ses privilégiés, ses non-producteurs en France et dans les pays capitalistes et l'armée populaire chinoise.

— La hiérarchie oppressive et arrogante « chez nous » et le type de rapports créé en Chine, où personne apparemment n'opprime personne, mais où les plus doués se mettent au service des plus petits, sans aucun paternalisme.

— L'honnêteté chinoise et la corruption occidentale (esprit de profit).

— Les inégalités scandaleuses ici et la recherche d'une véritable égalité en Chine.

Vous avez dans ce livre une véritable mine d'or de renseignements, exploitez-les pour comparer.

Puisqu'en Chine, enfin, la révolution semble avoir réussi dans la vie de tous les jours, il faut montrer en quoi, elle a réussi.

On peut publier les salaires des médecins, des gros militaires, des chefs de la police, des ministres, des hauts fonctionnaires, comparés à ceux des manœuvres, des ouvrières non spécialisées de province des travailleurs immigrés, etc.

On peut aussi dire, en régime capitaliste :

Est-ce qu'un juge peut juger. A-t-il fait un seul jour de prison pour pouvoir infliger 2 ans ou 20 ans à un autre homme ?

Un musée, à quoi ça sert ? pour collectionner des œuvres mortes, alors que les vivants n'ont pas de logements !

Moi, je ne suis pas libéré ; toujours opprimé, sans un rond, mais ça m'a fait drôlement plaisir de savoir qu'un homme sur quatre, dans l'humanité semblait l'être...

Nous ne devons surtout pas oublier que les plus petits sont nos professeurs. Encore faut-il les dénicher. J'ai 49 ans et dans ma putain de vie, j'en ai rencontré quelques-uns. Ils m'en ont appris bien plus que bien des faux « maîtres à penser » professionnels et c'est sans doute parce que Mao a beaucoup souffert qu'il est aussi lucide et aussi parce qu'il a écouté les plus petits et les plus pauvres.

Bien amicalement et excusez-moi, si j'ai dit des bêtises.

Un manœuvre sans étiquette 4,20 F de l'heure

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maoïste-toung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

— timbres-poste Nom et adresse (facultatifs)

— chèque bancaire

— virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source Date :

Pseudonyme

Tous ensemble pour la retraite

Les travailleurs du Centre de Tournage de Joinville viennent de mener avec résolution une lutte de grande ampleur pour arracher la satisfaction de leur revendication immédiate : LA RETRAITE A 60 ANS !

Leur grève de 24 heures, sans préavis et sans mot d'ordre central, a bloqué une journée entière toute la production filmée. Le coup porté à l'Etat-patron est sévère. Celui-ci saura, à l'avenir, à quoi s'en tenir.

Néanmoins, il est juste de dire que rien n'a été obtenu ce coup-ci. Les travailleurs doivent faire le bilan de cette grève du 1^{er} décembre pour préparer la suite du combat.

POURQUOI LA LUTTE ?

Tout d'abord, pourquoi la lutte s'est-elle déclenchée sur le mot d'ordre de LA RETRAITE ?

Aujourd'hui, en France capitaliste, ce sont 1 300 000 travailleurs âgés qui ne touchent que 270 F par mois pour « vivre », ce sont 1 000 000 d'autres qui tentent de survivre avec moins de 400 F par mois, c'est l'ensemble des retraités qui perçoit en moyenne 400 F par mois. Non seulement ces travailleurs ne touchent que 40 % de leur salaires, mais encore la base de cette pension n'est calculée que sur les 10 dernières années, bien souvent les plus mauvaises. De plus, trop nombreux sont ceux qui ne peuvent encore bénéficier du régime des retraites complémentaires (supplément de 20 %).

Aujourd'hui, en France, les ouvriers sont enchaînés au bague capitaliste par les cadences infernales, le chômage, les bas salaires, la répression patronale, JUSQU'À 65 ANS !

Aujourd'hui, en France, les 50 premières sociétés capitalistes ont accru leurs profits de 54,3 % grâce à une progression de la production industrielle de 6,3 % en un an...

LES MAUVAIS COUPS DU POUVOIR...

Prétendant « améliorer » ce régime des retraites, Boulin, porte-parole des monopoles, délégué à la Santé et à la Sécurité sociale, a proposé un projet de réforme dont le contenu est :

1° Cotisations vieillesse sur 37 ans 1/2 au lieu de 30, c'est-à-dire 7 ans 1/2 de plus pour quelques miettes...

2° ... Soit la majoration des taux de retraite : de 20 % à 25 % du salaire de base à 60 ans, puis de 24 % à 30 % à 61 ans, de 28 % à 35 % à 62 ans, de 32 % à 40 % à 63 ans, de 36 % à 45 % à 64 ans, de 40 % à 50 % à 65 ans.

3° Accessoirement : mesures démagogiques pour les mères de famille de plus de 2 enfants tellement épuisées qu'elles ont dû s'arrêter de travailler (une centaine de milliers de travailleurs seulement seront touchés par ces clauses).

... ET LA TRAHISON SANS FARD DES DIRIGEANTS REVISIONNISTES

Dans ces conditions, les dirigeants des centrales syndicales ne pouvaient pas rester silencieux. La colère des ouvriers contre l'esclavage capitaliste ne cesse d'augmenter. Et la situation intolérable des vieux travailleurs et des retraités soulève d'indignation chaque travailleur. Pour endiguer ce flot de mécontentement, les Séguy, Maire et consorts nous ont « lâché » une « journée d'action » le 1^{er} décembre pour faire soi-disant pression sur le Parlement qui devait en « discuter » ce jour-là.

Que s'est-il donc passé au Parlement ? Si la politique ultra-réactionnaire de l'U.D.R. et de ses sbires giscard-centristes est bien connue, examinons un peu celle du Parti prétendu « communiste » français.

- A 60 ans pour les hommes !
- A 55 ans pour les femmes !
- Décente !
- Tout de suite !
- Pour tous !

Alors que la C.G.T. avait mobilisé les travailleurs pour une retraite égale à 75 % du salaire et un minimum de 800 F, le P.« C. »F. a proposé au Parlement un amendement « revendiquant » : une retraite égale à... 50 % du salaire et un minimum de 80 % du S.M.I.C., soit... 600 F !

Mais cela, les travailleurs ne l'ont su qu'après la journée d'action, autrement on peut imaginer aisément l'accueil qu'ils auraient fait aux délégués de la C.G.T....

Quant à cette trahison ouverte des intérêts de classe des ouvriers, les révisionnistes dirigeant le P.« C. »F. ne s'en sont pas contentés : pour faire meilleure figure encore auprès de leurs maîtres, et bien que leur amendement « progressiste » ait été rejeté, les élus du P.« C. »F. ont voté le projet capitaliste de Boulin !

Le 30 novembre, l'Humanité blanche disait : « Ce projet ne correspond nullement aux intérêts des travailleurs. » Deux jours plus tard, le 2 décembre, la même Humanité (de plus en plus blanche) tentait d'expliquer que le projet contenait quelques « mini-avantages » imposés par... l'action des travailleurs, alors qu'aucune modification de fond n'avait été apportée au projet !

Le Parti « communiste » français n'a plus de communiste que le nom. Il est devenu un vieux parti révisionniste, ni ouvrier ni révolutionnaire.

En ce qui concerne la C.G.T., nous rappellerons la déclaration de Séguy à Orléans le 27 mars de cette année : « Nous voulons négocier, sans limitation préalable, l'avancement de l'âge ouvrant droit à une pension entière et le taux des retraites de telle façon que les travailleurs qui désireront partir en retraite dès leur 60^e anniversaire, puissent vivre décemment sans travailler. »

Ce qui veut dire : 1° il n'est pas question pour ces dirigeants dévoyés d'imposer au patronat les justes revendications de la classe ouvrière, mais de négocier sans principe pour quelques miettes ; 2° il n'est plus question de la retraite à 60 ans pour tous, mais du droit pour certains de partir quand ils le voudront.

Comme si ce mercredi 1^{er} décembre au soir, dans les rues de Paris et de province, l'exigence unanime qui montait de dizaines de milliers de poitrines n'était pas :

LA RETRAITE A 60 ANS, TOUT DE SUITE, POUR TOUS !

RIPOSTER CLASSE CONTRE CLASSE

Mais les travailleurs du Centre de Tournage ne l'ont pas entendu ainsi. Les commis ouvriers de la classe capitaliste infiltrés dans leurs rangs ne les ont pas convaincus de « la nécessité de l'inaction », ils ne les ont pas convaincus de « l'impossibilité de lutter », ils n'ont pas réussi à les effrayer de l'absence de préavis. Les travailleurs de Joinville ont rejeté les mystificateurs.

Ils ont décidé ensemble de leur action.

Ils se sont organisés dans la lutte. Ils ont discuté de leurs revendications.

Ils ont manifesté leur colère dans la rue.

Dans leur lutte classe contre classe, ils ont montré leur combativité et leur grande capacité de vaincre tous les obstacles à leur unité dans l'action, pour l'action.

Nombreux sont ceux qui ont maintenant vu le vrai visage des prétendus « défenseurs de la classe ouvrière », les Marchais et les Séguy. Ils sauront maintenant distinguer encore mieux l'ami de l'ennemi, le vrai du faux.

Ils renforceront leur unité de lutte pour la satisfaction de leurs revendications immédiates. Ils s'organiseront chaque jour plus nombreux, chaque jour plus forts, dans leur avant-garde, l'état-major de combat du prolétariat de France, pour abattre le capital par la révolution prolétarienne et instaurer la dictature du prolétariat.

OSONS LUTTER, OSONS VAINCRE ! VIVE LE COMMUNISME !

Les Communistes Marxistes-Léninistes de l'O.R.T.F.

Nous ne sommes pas contre le syndicat, mais nous sommes contre le révisionnisme et le réformisme dans le syndicalisme

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

TRAVAILLEURS DU LIVRE (Paris)

15 000 travailleurs de la presse et du labeur ont manifesté contre les licenciements qu'on entend leur imposer. Un salarié sur trois de cette branche était présent à la manifestation à laquelle s'étaient joints spontanément bon nombre de journalistes qui s'associaient ainsi aux mots d'ordre inscrits sur les banderoles :

- Non aux licenciements !
- En luttant pour notre travail, nous défendons la liberté d'expression !

SIPE (Castres)

La grève des travailleurs de l'entreprise a imposé à la direction la réintégration d'un délégué arbitrairement licencié. Les heures de grève seront payées.

Unité à la base et dans l'action !

AIR-FRANCE (Martinique)

Les 120 travailleurs du personnel au sol de Fort-de-France sont en grève depuis le 17 décembre pour imposer la revalorisation de leur salaire.

MAGASINS « PRINTEMPS » (Cognac)

A l'annonce de la fermeture définitive du magasin pour le 31 décembre, les 70 employés se sont mis immédiatement en grève pour exiger leur reclassement.

P.T.T. (Paris-Brune)

Les postiers ont voté 24 heures de grève pour imposer des effectifs supplé-

mentaires et l'amélioration des conditions de travail.

PERINCHAL (Creuse)

Trois semaines de grève et de multiples manifestations ont été menées par les ouvriers de l'entreprise T.K.F. pour s'opposer à l'incroyable prétention du directeur de l'usine, et maire du village, qui prétendait licencier tous les travailleurs qui avaient participé à la création d'une section syndicale C.G.T.

MANIFESTATION CONTRE LES LICENCIEMENTS

Elles se multiplient un peu partout : huit mille manifestants à Pau, deux mille à Nanterre, deux mille à Oloron pendant la semaine qui vient de s'écouler.

CONTRE LES LICENCIEMENTS, OCCUPONS LES USINES !

QUIMPERLE (Finistère)

Grève de 150 employés des abattoirs pour une augmentation des salaires et le 13^e mois.

SOLMER-FOS (Marseille)

700 ouvriers du bâtiment paralysent l'activité des chantiers depuis plus de 10 jours. Ils revendiquent l'amélioration des conditions de travail (il n'y a ni eau ni W.C. sur les chantiers !) et une augmentation substantielle des salaires (actuellement 5,50 francs de l'heure !).

PAS DE SALAIRE INFÉRIEUR À 1 200 F PAR MOIS !

P. T. T. :

ENCORE DES CRIMES DU CAPITAL !

L'administration vient d'envoyer une circulaire dans tous les bureaux (à propos des accidents de la circulation, avec des véhicules administratifs).

25 DECES ET PLUSIEURS BLESSES GRAVES

La faute revient tout naturellement, d'après l'administration bien sûr, aux conducteurs qui ne respectent pas le Code ou n'en tiennent pas compte.

Mais si elle a « oublié » d'approfondir le problème, nous, nous allons le faire pour elle.

- L'augmentation du trafic.
- La compression toujours plus grande du personnel.
- La demande d'une distribution toujours plus rapide (sinon pressions et sanctions sont à l'ordre du jour).

Tout ceci entraîne les conducteurs à travailler toujours plus rapidement. Alors, voyez-vous camarades, il est trop facile de rejeter les carences voulues de l'administration sur les employés. Ne nous étonnons pas, elle procède toujours de la sorte.

Ceci dit, GROUPE-NOUS A LA BASE ET DANS L'ACTION !

SEULE CETTE UNION POURRA FAIRE CAPITULER NOTRE ADMINISTRATION AU SERVICE DES GRANDS TRUSTS.

RETOUR AUX 40 HEURES !

NON AUX CADENCES ACCELERÉES !

TITULARISATION DES AUXILIAIRES !

A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL !

Des Travailleurs des P.T.T.

MAURICE CLAVEL A LA TELEVISION :

LE PAVE DANS LA MARE

Rarement le rôle de machine à empoisonner le peuple, qui est celui de la télévision, aura été dénoncé avec autant de clarté qu'en ce lundi 13 décembre au cours de l'émission : « A armes égales ». Maurice Clavel a eu le courage et l'honnêteté de refuser de se plier à la censure que tant d'autres acceptent, histoire de se pavaner sur les écrans. Face à lui se trouvait un spécimen de l'aile fascisante de la bourgeoisie, le maire U.D.R. de Tours, Royer ; celui qui interdit la projection d'un chef-d'œuvre de l'art prolétarien : « Le cuirassé Potemkine ».

Parce que Clavel, ancien résistant, voulait dénoncer les injures proférées par Pompidou envers la Résistance, on a voulu lui enlever la possibilité d'exprimer toute sa pensée, en espérant qu'il se prêterait à la supercherie. « Il a fait bien des histoires pour un mot », diront peut-être certains. Mais alors pourquoi a-t-on voulu supprimer ce mot si c'est si peu de chose ? Un mot en moins et c'est le sens, la force, la portée d'une pensée qui sont déformés.

Entre la censure d'un mot, d'une phrase, ou plus, il n'y a pas de différence de nature. C'est toujours la même violation de la liberté de pensée et d'expression ; c'est tou-

jours la même entreprise de mensonge qui est en cause. La censure est à combattre dans son principe.

A la télévision, elle est constante, mais aussi dans toute la presse bourgeoise à des degrés divers. On tronque, on passe sous silence, on déforme, et cela par mille et mille moyens.

Ajoutons-y l'auto-censure que tout journal légal tel notre « Humanité-Rouge » doit pratiquer s'il ne veut pas soit être interdit, soit condamné à de lourdes amendes et peines de prison.

Maurice Clavel a fait œuvre utile en permettant de démasquer un peu plus aux yeux des masses la « démocratie » bourgeoise, en fait dictature de la bourgeoisie qui, ainsi que l'a enseigné Lénine, par des milliers de subterfuges limite considérablement les libertés.

Parce que Maurice Clavel a sans doute trop mis cela en lumière, l'« Humanité »-blanche s'en est pris à lui avec une hargne comparable à celle du fasciste Griotteray, le qualifiant d'« homme irresponsable ». Voici ce que déclarait l'« Humanité »-blanche du 14-12-71 : « Rien ne prouve qu'il fallait aller jusqu'à l'Incl-

dent (!), jusqu'au scandale (!). Mais apparemment, Maurice Clavel a un goût prononcé pour la provocation. » Parce que Clavel refuse de jouer le jeu de la bourgeoisie, parce qu'il dénonce vigoureusement la censure, les plumeux révisionnistes le qualifient de provocateur. Il est vrai qu'en

ce qui les concerne, ils s'accrochent fort bien de l'O.R.T.F. qui leur donne largement la parole, qu'ils y sont toujours très « courtois » envers les pires ennemis de la classe ouvrière tels Chirac ou les représentants du patronat. Eux, ils jouent docilement le rôle que leur donne la bourgeoisie.

POMPIDOU INSULTEUR DE LA RESISTANCE

Ces derniers temps, on a beaucoup parlé de certains propos tenus par Pompidou à un journal américain auquel il a déclaré détester les « romantiques » de la Résistance ainsi que les histoires de résistance.

Que cet individu-là qui, à l'heure où d'autres combattaient et tombaient sous les balles nazies, écrivait sur « Britannicus » de Racine, ose tenir de tels propos, c'est là une chose qu'aucun ancien résistant ne saurait admettre.

L'« Humanité - Rouge », qui regroupe dans ses rangs de nombreux anciens F.T.P., n'acceptera jamais que qui que ce soit insulte

la mémoire des Guy Môquet, des Péri, des Sémard, de tous les combattants tombés sous les balles nazies.

Ce n'est pas sans amertume que les anciens F.T.P. ont pu constater le peu de cas accordé par l'« Humanité »-blanche aux injures proférées par Pompidou. Il est vrai qu'un Marchais est bien mal placé pour y répondre.

Que tous ceux qui n'admettent pas que l'on salisse ces pages héroïques de l'histoire du peuple de France rejoignent les rangs des marxistes-léninistes de France. Ils y retrouveront l'idéal de la Résistance.

NOUS NE VOULONS PLUS ETRE DES ESCLAVES !

Je travaille dans une entreprise de nettoyage avec des ouvriers et ouvrières de toutes sortes de nationalités.

Parmi nous il y avait une ouvrière qui travaillait au noir et en même temps chez une vieille bourgeoise qui l'exploitait de façon épouvantable, de 2 heures de l'après-midi jusqu'à n'importe quelle heure du soir, en exigeant « la perfection » sinon, la porte.

L'ouvrière ne parlait pas un mot de français et n'avait pas ses papiers en règle, alors tous les patrons en profitaient honteusement.

Un jour, son fils est tombé malade. On lui a refusé l'avance de 100 F qu'elle demandait pour pouvoir le soigner. La contremaîtresse et tous les autres chefs se moquent bien de nos problèmes. Si, par exemple, l'un d'entre nous s'est blessé — c'est souvent — et a un bandage à la main, ils se marrant en nous disant : « Alors, t'as un nouveau bracelet aujourd'hui ! ».

Le lendemain, l'ouvrière n'est pas venue travailler parce qu'elle ne pouvait pas laisser son fils malade tout seul. On l'a aussitôt convoquée sous peine de renvoi et elle a dû recommencer. Quelques jours plus tard, le chef a reçu la visite de la vieille bourgeoise qui venait se plaindre de ce que « sa » femme de ménage ne venait plus. Le chef lui a seulement dit : « Oh ! madame, comment ça se fait que vous acceptiez une femme sans papiers ? C'est dangereux pour vous ! » La bourgeoise a pris peur. Elle ne voulait pas d'ennuis avec la police parce que son mari est docteur, son fils chirurgien et sa fille dirige une grosse société. Elle a remercié très fort notre moucharde de chef.

Quelques jours après, l'ouvrière a reçu une feuille de la police : on lui donnait trois jours maximum pour quitter la France. Cette vipère l'avait dénoncée comme n'ayant pas ses papiers en règle. Elle a tenté d'expliquer à la police que son fils était gravement malade mais ils n'ont rien voulu entendre. Elle a du quitter la France immédiatement. Trois jours

après son arrivée dans son pays, son fils est mort de fatigue et faute de soins.

Il faut dénoncer ce crime comme tous ceux que les patrons, qui s'enrichissent du sang et de la sueur des ouvriers, commettent chaque jour.

A bas le capitalisme !
Classe contre classe !

Ma mère, une femme de 48 ans, qui travaillait comme femme de ménage chez un chirurgien, a été victime de la mentalité d'escroc de cet homme « respectable », digne représentant de la classe capitaliste. Voici les faits :

1° En juin de cette année, à cause de ses varices aux jambes, ma mère a un arrêt de maladie de quinze jours.

2° Pendant la maladie, l'employeur (un chirurgien !) envoie une lettre de licenciement avec le motif suivant : fait semblant de tomber malade !

3° Sa Sécurité sociale refuse de payer les allocations maladies parce que les fiches de paye ne mentionnent pas le numéro de Sécurité !

4° Le chirurgien refuse à ma mère : de lui payer ses congés payés, de remplir les papiers de Sécurité sociale, de donner un certificat de travail, de lui payer son mois de préavis.

5° En allant chez le chirurgien, lui demander en face des explications, celui-ci lui ferme la porte au nez et lui blesse le pouce.

6° Ma mère a attaqué en justice, elle vient d'avoir gain de cause : elle touche un mois de préavis et 500 F de dommages et intérêts ! après être restée cinq mois sans argent.

Pour le reste, rien, il faut attendre et en attendant ma mère, sans certificat de travail, ne peut s'inscrire au chômage. Voilà encore un exemple de la pourriture du système capitaliste et de ses représentants que nous aurons plaisir à écraser le jour de la révolution socialiste.

Un ouvrier de la région parisienne.

USINE KODAK (Vincennes)

A BAS LES LICENCIEMENTS !

La direction organise aujourd'hui sur le plan de l'usine la répression et l'exploitation la plus dure : c'est la politique du bâton qui a fait place à celle de la carotte.

Il n'est pas un jour sans que nous apprenions une atteinte aux droits des travailleurs.

Après les mises à pied de quatre jours pour absence et le déplacement scandaleux du personnel du Magnétique, on ne parle aujourd'hui que de réorganisation des services, de compression du personnel, de changement de régime horaire, d'augmentation des rendements.

Dernièrement, c'était une atteinte au droit syndical par la mutation d'office d'une déléguée du personnel, maintenant ce sont des brimades contre les travailleurs de D, SZ et du Magnétique où l'on a chargé les chefsillons de contrôler si les travailleurs arrivent bien à 35 dans les services et en repartent à 25.

La direction ne compte pas, à moins que nous y mettions bon ordre, s'arrêter en si bon chemin. Déjà elle s'en prend aux jeunes en refusant de reprendre ceux qui rentrent de l'armée. Après leur avoir fait « suer le burnous », elle les met dehors où ils iront choisir le nombre déjà important des chômeurs (+ 25 % depuis octobre dernier).

Le visage paternaliste a cédé le pas au masque hideux de la rapacité patronale et ces différentes mesures disciplinaires n'ont qu'un but : faire régner un climat d'insécurité de façon à rentabiliser la production au mieux des intérêts et des énormes profits de la maison dans le cadre de la décentralisation à Chalon.

Chez De Wendel-Sidelor, c'est au

nom de la « restructuration » que 20 % du personnel a été licencié.

Allons-nous laisser Kodak, au nom de la « restructuration », de la réorganisation ou de la décentralisation, nous considérer comme du matériel humain dont elle pourra disposer à son gré ?

Il faut se battre pied à pied pour la défense effective de nos intérêts de classe. C'est une bataille collective car de même que tous les travailleurs sont concernés, tous les travailleurs doivent se battre.

Déjà dans certains services où les travailleurs opposent une action unie et résolue aux brimades de la direction, celle-ci recule.

Finie la politique de l'autruche qui consiste à fermer les yeux en espérant que c'est le voisin qui sera visé.

Finie l'époque où l'on quittait une usine qui marchait mal pour entrer dans une autre.

C'est tous ensemble, dans l'unité d'action la plus complète, que nous pourrons mettre en échec l'actuelle politique répressive de la direction et imposer la sécurité et la garantie de notre emploi.

A BAS LE REGIME CAPITALISTE D'EXPLOITATION ET DE MISERE !

NON AU CHOMAGE,

NON AUX LICENCIEMENTS !

TOUS UNIS
CLASSE CONTRE CLASSE,
NOUS IMPOSERONS
NOS JUSTES REVENDICATIONS !

Les Travailleurs
Marxistes-Léninistes
de l'usine

les dirigeants révisionnistes veulent faire chasser nos frères immigrés

Le conseil général des Yvelines a adopté un vœu d'Auguste Chrétienne maire révisionniste de Sartrouville visant à empêcher dorénavant l'installation de nouveaux travailleurs immigrés dans le département. Cet ennemi de la classe ouvrière a même proposé sans succès que le pourcentage de travailleurs immigrés dans les villes du département ne devait pas dépasser 15 %. Pour les individus de cette espèce qui osent se parer du titre de communiste, les travailleurs immigrés sont des indésirables. A « Proletaires

de tous les pays, unissez-vous ! », ils substituent : « A la porte, les étrangers ! » ou bien : « La France aux Français ! »

Voyez-vous, camarade immigrés, ces gens-là ne voient dans les ouvriers que des électeurs et comme vous n'avez pas le droit de vote, vous êtes moins que rien pour eux, vous êtes des indésirables. Quant à nous, nous estimons qu'ouvriers français et immigrés ne font qu'un et que c'est ensemble qu'ils balayeront ces valets du capital.

AFFICHEZ H. R.

LES PAYSANS NE CROIENT PAS AUX MIRAGES

Décidément, le Parti révisionniste lance toutes ses forces dans la bataille électorale... des futures législatives. Et comme sa base ne répond aux directives marchaisiennes qu'avec une certaine mollesse, le bruit est lancé dans les cellules : « Il va y avoir des élections anticipées ! »

Les 30 novembre et 1^{er} décembre derniers, le Comité central a consacré ses efforts aux paysans. Il a publié un manifeste « Aux paysans de France » (1), dans lequel figurent beaucoup de promesses, sans que soit exposé le moyen sérieux de les faire aboutir. Un exemple : « ... Il leur sera conféré un droit de préemption sur toutes les terres mises en vente ou en location ». Bravo ! Mais les auteurs de cette proposition intéressante savent-ils qu'aujourd'hui, sans leur soutien et souvent contre les avis défaitistes de leurs militants du MODEF, les paysans travailleurs sont contraints de recourir à la violence de masse pour lutter contre les cumulards ? Comment demain imposeront-ils donc une telle mesure « par la voie pacifique » ?

Mais la démagogie électorale du P. « C. » F. va encore plus loin, sans craindre qu'en l'occurrence elle permette de démasquer son entreprise. Son appel déclare : « Le relèvement du montant des retraites vieillesse agricole sera accompagné de l'attribution d'une indemnité viagère de départ à tous les exploitants familiaux âgés qui cesseront d'exploiter ». Deux fois bravo ! Mais une petite phrase suit, lourde de signification : « Ces mesures rendront disponibles plusieurs millions d'hectares de terre ».

Disponibles ? Pourquoi et pour qui ? C'est Marchais qui fournit la réponse dans son discours de clôture, en appelant à prendre la défense de tous les paysans sans distinction : « Les larges couches de la paysannerie moyenne, et même une partie des exploitants que l'on continue de qualifier d'agriculteurs aisés, sont en

butte à la pression du pouvoir du grand capital, et menacés dans leur avenir par ce régime... » Qui sont donc ces « agriculteurs aisés » sinon les gros paysans, exploités et expropriés des petits paysans ? Et s'il y a « des millions d'hectares de terre disponibles », qui pourra les acquérir ? Les petits ou les gros ? Dans le cadre d'une « véritable démocratie » bourgeoise où l'Etat n'aura pas été brisé et restera capitaliste, les mesures proposées par la direction révisionniste ne pourront profiter qu'aux gros et nullement aux petits.

C'est bien d'ailleurs pour tenter de gagner les faveurs de ces agrariens non monopolistes mais pas moins capitalistes pour autant, que Marchais leur assure que « le strict respect de l'indépendance de la France dans ses relations internationales assurera au

gouvernement démocratique les moyens de préserver dans tous les cas les intérêts des agriculteurs français, y compris dans le cadre du Marché commun ». Ce qui signifie en clair que le P. « C. » F. n'entend lutter ni contre le caractère de classe, ni contre l'existence du « Marché commun agricole », organisme d'exploitation capitaliste supra-national chargé de coordonner les intérêts des différentes bourgeoisies monopolistes européennes sur le dos des petits et moyens paysans des différents pays intéressés.

Bien entendu, la conclusion essentielle de cette session « agricole » des dirigeants révisionnistes, c'est que les 5 000 cellules rurales du Parti (encore un chiffre qui appartient au bluff marchaisien, même s'il a été avancé par son compère Plissonnier)

doivent se mettre au travail d'urgence pour... diffuser le programme du « gouvernement démocratique d'union populaire ».

La grande machine à mystifier le peuple est en marche, afin d'essayer de sauvegarder la domination de classe de la bourgeoisie en empêchant la montée du mouvement révolutionnaire de masse. « Paysans de France, ne bougez pas ! Voyons, soyez calmes ! Attendez les élections et tout va s'arranger ! »

Mais les paysans travailleurs, pas plus que les ouvriers et autres salariés des villes, ne se laisseront attraper au mirage révisionniste suivant lequel les élections futures pourraient tout changer... s'ils votaient pour la fameuse « démocratie avancée », nouvelle mouture de l'exploitation capitaliste.

En tout cas, les marxistes-léninistes feront tout ce qui est en leur pouvoir afin de démasquer la manœuvre en cours des commis de la bourgeoisie au sein du prolétariat.

« Unité d'action ouvriers-paysans » (2) pour la révolution prolétarienne, seule susceptible de permettre aux uns et aux autres de changer fondamentalement leurs conditions de vie, par eux-mêmes et pour eux-mêmes, en écrasant tous les capitalistes exploités à la ville comme à la campagne, pour le socialisme garanti par la dictature du prolétariat !

G. L.



Manifestation de petits paysans à Quimper qui s'oppose avec violence aux C.R.S.

(1) Le P. « C. » F. publie de tels manifestes périodiquement depuis 51 ans. Mais le sort des petits paysans a-t-il changé pour autant ? Au contraire, il n'a fait que s'aggraver.

(2) Il ne s'agit évidemment ici que des paysans travailleurs (paysans pauvres, paysans semi-prolétaires, petits paysans, paysans moyens endettés et victimes de la politique de la bourgeoisie capitaliste).

Petits et moyens producteurs de lait, ne nous laissons pas faire !

Le 21 novembre 1971, assemblée générale à Figeac du syndicat des producteurs de lait de la région. Les dirigeants de ce syndicat nous imposèrent... M. Poujade, directeur général de la SOLAMI (Société laitière du Midi, un des plus gros trusts laitiers de la région !), à la place d'honneur à la tribune ! Celui-ci ne mâcha

pas ses mots. Il souligna qu'il était « libre » de prendre notre lait ou pas, qu'on n'était pas « géographiquement » une bonne région productrice (pourant, il accumule bien ses profits sur notre dos !). Sur ce point, il se fit huer. Mais nombreux furent les petits et moyens producteurs de lait qui demandèrent aux responsables « syndicaux » de s'expliquer sur la présence du patron à l'assemblée générale du syndicat, sur l'inertie de ces mêmes dirigeants pendant l'année écoulée (pas une seule action de masses dans la région en 1971 alors que le prix du litre de lait à la production tomba jusqu'à 50 A.F. et que la production eut à souffrir de la sécheresse).

Un militant du MODEF mit l'accent sur le problème du ramassage en camion-citerne et sur le problème des tanks à lait. Il demanda que ce soit le patron qui prenne en charge la totalité des frais d'investissements. Alors les bonzes « syndicaux » vinrent au secours du patron, invoquant la « libre entreprise » (liberté de se crever seul dans son coin pour faire profiter encore plus les trusts laitiers !).

Donc, pas de problème : c'est nous qui casquerons un investissement de plus ! Le patron continua de diriger le débat et proposa un choix : ou bien il nous paiera le lait 60 A.F. le litre sans prime de groupement, ou bien il nous le paiera 59 A.F. par litre + 1 A.F. par litre de prime de groupement (cette prime fut créée pour avantager les producteurs de plus de 100 litres, mais nombreux étaient les petits producteurs qui arrivaient à l'obtenir en groupant leur lait au ramassage).

Le même militant rappela que si l'indexation (arrachée par la lutte en 1957 et supprimée par de Gaulle en 1958 avec la complicité des bonzes

de la F.N.S.E.A.) avait été maintenue, le lait nous serait payé 75 A.F. le litre à la production. Nous sommes donc loin du compte. Mais les bonzes syndicaux se gardèrent bien de vexer leur ami le patron. Pour eux, ses désirs sont des ordres.

Lapèze, bonze départementale de la section laitière de la F.D.S.E.A. du Lot, dû attendre midi et le départ de nombreux agriculteurs pour aboyer au micro. En dernier, parla l'ancien député Juskiewinski, afin de préparer les législatives de 1973 (cet individu fut tour à tour S.F.I.O., radical, centriste puis gaulliste camouflé avant d'être éjecté par l'U.D.R. Pons en 1967. Comme on le voit, un vrai maquignon qui sut exploiter la

bonne foi des paysans de la région pour mieux précipiter leur ruine. Son cheval de bataille fut toujours l'anticommunisme).

Petits et moyens producteurs de lait, balayons tous ces dirigeants véreux de nos syndicats ! Élisons les plus combattifs d'entre nous comme responsables !

Unissons-nous à la classe ouvrière pour combattre notre ennemi commun : le grand capital et l'Etat à son service !

Seule la révolution socialiste nous permettra à tous, ouvriers et paysans, de vivre décemment sans engraisser de profiteurs !

Un Lecteur Paysan

**TRAVAILLEUR
QUI LIS
L'HUMANITÉ ROUGE
SOUTIENS
TON JOURNAL !
ÉCRIS-LUI
POUR DÉNONCER
LE CAPITAL
ET TOUS SES VALETS !
L'HUMANITÉ ROUGE
EST UNE ARME
DE LA
CLASSE OUVRIÈRE**

Ecoutez les radios révolutionnaires TIRANA



Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h
16 h
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h
21 h
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

L'ANESTHÉSIE PAR L'ACUPUNCTURE AU SERVICE DU PEUPLE

Parmi les visites effectuées l'été dernier par les communistes marxistes-léninistes de l'« Humanité-Rouge » invités en République populaire de Chine par le Comité central du Parti communiste chinois,

la plus surprenante et la plus émouvante s'est déroulée le 20 août à Pékin. Nos camarades ont assisté à une opération chirurgicale pratiquée sous anesthésie obtenue par l'acupuncture.

Il s'agit d'une méthode empirique où la pratique précède la détermination des points d'application. Pour effectuer de nouveaux progrès, les médecins et personnels sanitaires chinois ont effectué d'innombrables expériences sur eux-mêmes. Ils refusent de considérer les malades comme des « cobayes » et préfèrent supporter eux-mêmes les risques de leurs recherches pour servir le peuple. Leur idéologie consiste à « tout faire pour sauver un frère de classe, tout faire pour la solidarité et pour surmonter les difficultés. »

L'acupuncture est ainsi devenu un moyen efficace à 90 % pour l'anesthésie de malades devant subir une intervention chirurgicale. Des succès ont été obtenus pour des occlusions intestinales, des ulcères et cancers de l'estomac, des hernies, des affections gynécologiques, des fibromes utérins, des maladies des yeux et des oreilles, des maladies laryngologiques, des goîtres thyroïdiens, des tumeurs des seins, des maladies des reins, des appendicites, des arrachages de dents, etc. De janvier à août 1971, 70 interventions chirurgicales avaient été pratiquées ainsi dans cet hôpital. Pour l'ensemble de la Chine, on en comptait déjà plusieurs centaines de milliers.

Au début, on pratiquait cette méthode en piquant environ quarante points. Puis on diminua à quatre points essentiels, pour finalement ne retenir le plus souvent qu'un seul point, le plus important pour obtenir l'anesthésie locale désirée.

On utilise aujourd'hui indifféremment la manipulation manuelle des aiguilles ou l'excitation électrique à l'aide d'un petit appareil à transistor.

Les avantages de l'anesthésie par l'acupuncture

Cette méthode permet d'éliminer tout accident pendant l'opération, en particulier de type cardio-respiratoire, et tout choc post-opératoire. Il n'y a plus de réveil avec nausées et vomissements, il n'y a plus d'organes longs à rétablir leur fonctionnement normal. Dans de nombreux cas, l'opéré peut se lever aussitôt après l'intervention pendant laquelle il

reste constamment éveillé et conscient.

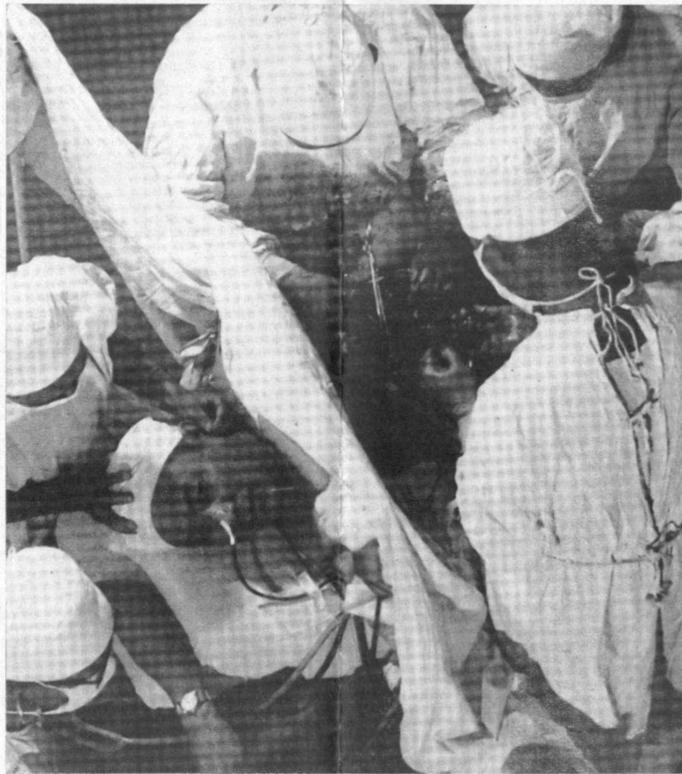
Un autre avantage réside dans l'extrême modicité du prix de revient d'une telle pratique.

Précisons encore que les enfants peuvent aussi en profiter, ce qui n'est pas d'un mince avantage. Toutes les amygdalotomies sont pratiquées avec anesthésie par l'acupuncture.

Voilà donc pour la Chine, mais pour la France, alors ?

La situation est à l'opposé de ce qui se passe en République Populaire de Chine. Les médecins anesthésistes constituent une corporation dont les profits sont très élevés. Il est bien évident que la méthode chinoise représente à leurs yeux un risque fatal, et naturellement ils s'en sont déjà ému et s'efforcent d'empêcher son extension à notre pays. Leurs idéologie bourgeoise fait passer leurs avantages et intérêts individuels avant ceux des malades.

Toutefois, si les masses ouvrières et populaires de notre pays sont bien informées des possibilités existantes à l'exemple chinois, ils seront bien obligés de reculer et de se mettre à pratiquer à leur tour une méthode aussi remarquable. Une lutte du même ordre fut livrée voici vingt ans pour imposer en France l'accouchement sans douleur par la méthode psycho-prophylactique venue de l'U.R.S.S. alors socialiste.



Opération sous anesthésie par acupuncture sur un malade atteint d'un cancer du cardia et de l'œsophage. Tout au long de l'intervention, le patient est resté pleinement conscient, il pouvait respirer sans difficulté et sa pression artérielle est demeurée intacte.

DANS LA SALLE D'OPÉRATION

Vêtus comme des chirurgiens et des assistants, nous gagnons la salle d'opération. Sur le billard est allongée une femme chinoise nommée Than Hui-ing, atteinte d'un goitre thyroïdien, dont nous apprendrons qu'elle a 35 ans, est ouvrière et mère de deux jeunes garçons. Dès notre entrée, les acupuncteurs en train de l'insensibiliser lui expliquent qui nous sommes ; elle nous salue alors très chaleureusement et nous remercie pour le soutien que lui apporte notre présence. C'est pour elle une grande joie que des amis étrangers venus de plus de 15 000 kilomètres aient « consenti » à assister à son opération.

Celle-ci est d'ailleurs imminente. Tout le personnel sanitaire présent, chirurgiens, anesthésistes, assistants, infirmières qu'aucun signe distinctif quelconque ne permet de distinguer, entoure la malade et lui propose d'étudier avec elle une citation du président Mao. C'est là un acte de coopération étroite entre eux tous et la malade, on sent qu'il n'y a aucune barrière sociale ou hiérarchique entre les uns, les autres et elle-même. Ensemble, ils récitent dans leur langue :

« Notre devoir, c'est d'être responsables envers le peuple. Chacune de nos paroles, chacun de nos actes et chacune de nos mesures politiques doivent répondre aux intérêts du peuple, et si des erreurs sont commises, elles devront être corrigées ;



Nos délégués dans la salle d'opération discutent avec les chirurgiens et assistants chinois.

c'est ce qu'on appelle être responsable envers le peuple. »

Auparavant, on a eu soin d'expliquer à l'opérée les succès déjà remportés dans le domaine de sa maladie. On lui a fourni tous les éléments de confiance et comme elle a une idéologie prolétarienne, il lui a été facile d'acquiescer cette confiance totale et de se débarrasser de toute appréhension. Elle nous déclare qu'elle veut surmonter sa maladie pour pouvoir retourner à la produc-

tion et servir à son tour le peuple chinois et les peuples du monde.

Et voici les bistouris qui tranchent les chairs de son cou, le sang est aspiré au fur et à mesure de son apparition, des pinces sont placées, l'échancrure s'élargit et bientôt les deux chirurgiens commencent l'extraction de la glande hypertrophiée. L'intervention nécessite une grande minutie. Elle avance rapidement, mais nécessite néanmoins quarante-cinq minutes.

Un hôpital chinois après la grande Révolution Culturelle Proletarienne

Voici ce qu'indiqua un chirurgien chinois à nos délégués avant leur passage dans la salle d'opération :

« Cet hôpital a été offert au peuple chinois par Staline et porta le nom d'Hôpital de la Croix Rouge de l'U.R.S.S. Notre peuple reste et restera toujours reconnaissant pour le soutien apporté par le Parti communiste de Lénine et Staline, mais l'attitude de ce Parti a profondément changé après la mort de Staline.

« D'ailleurs, à partir de 1957, chez nous aussi une ligne révisionniste s'est développée au sein du personnel sanitaire, l'idéologie de Liou Chao-chi a triomphé temporairement. Les soins de notre hôpital n'étaient plus accordés qu'à des gens riches ou haut placés, des praticiens n'avaient plus en tête que le désir de se faire un renom personnel, ils ne s'occupaient plus des ouvriers et des paysans et s'adonnaient à des recherches exceptionnelles ne concernant qu'un petit nombre de maladies et de gens, sacrifiant dans leur pratique la masse du peuple.

« Mais la Révolution Culturelle a bouleversé cette situation. L'idéologie bourgeoise a été débusquée dans le travail sanitaire. Depuis lors nos efforts portent sur quatre objectifs :

1° Impulser et élever le travail sanitaire sur tous les plans, en tenant des soins préventifs dans un esprit prolétarien et patriotique (prévision d'une guerre d'agression lancée contre la Chine). Nous devons toujours mieux « servir le peuple ». Il y a maintenant 600 lits et chaque jour 2 500 à 3 000 consultations.

2° Développer la recherche dans le domaine des maladies les plus répandues. Le président Mao nous a enseigné :

« La médecine et la pharmacologie traditionnelles chinoises cons-

tituent un riche patrimoine. Il faut s'efforcer de le porter à un niveau supérieur : 3° enseigner la médecine afin de former des cadres médicaux nombreux issus des ouvriers et des paysans, organiser des tournées d'inspection médicale en province, dans les régions les plus dépourvues ; 4° assumer les devoirs de solidarité du peuple chinois sur le plan international. L'hôpital est chargé des soins aux étrangers résidant temporairement en Chine. De plus, il a la charge de former et envoyer des groupes sanitaires en Asie, en Afrique, en Amérique Latine. »

Puis notre hôte consacra quelques instants pour nous donner une explication sommaire de l'acupuncture, médecine chinoise millénaire dont la plus récente découverte est l'anesthé-



Avant de pratiquer sur les autres, le médecin expérimente sur lui-même l'acupuncture.

VIVE LE PRÉSIDENT MAO !

La peau est recousue, l'ouverture refermée, on nous a présenté la partie extraite de la glande hypertrophiée. L'opérée n'a jamais cessé un instant de bavarder tant avec le personnel qui suit ses réactions organiques, qu'avec nous-mêmes.

Et voici, tout à coup, lorsque l'opération est achevée, qu'elle s'assied, débarrassée des linges et autres installations désormais inutiles.

On nous fait approcher d'elle. Elle se saisit d'un livre des citations du président Mao et, levant le bras avec ce Petit Livre Rouge à la main, elle s'écrie : « Mao Thichi Ouân Sueh ! », c'est-à-dire « Vive le président Mao ! » et lance plusieurs autres mots d'ordre.

On nous indique qu'une infirmière va prendre des photographies...

d'amateur ! Notre chef de délégation étreint l'opérée qui l'embrasse. Elle demande de dire ses sentiments internationalistes prolétariens aux ouvriers français, au peuple de France !

Nos trois délégués vivent des instants d'intense émotion. Lorsque nous regardons notre vieux camarade Wang, l'un des responsables du département des relations internationales du Comité Central du P.C.C., ancien petit soldat rouge, fils d'une mère communiste assassinée par les bandits réactionnaires, ex-enfant mendiant des rues de Shanghai sauvé de la famine par le Parti Communiste Chinois, nous voyons, derrière la gaze qui recouvre le bas de son visage, nous voyons dans ses yeux les mêmes larmes que celles qui ont jailli spontanément dans les nôtres.

DANS « LA CHINE » N° 11

L'anesthésie par l'acupuncture

Revue mensuelle de grand format, présentant de nombreuses photographies en couleurs, LA CHINE publiée dans son numéro 11 de novembre 1971 un remarquable reportage sur l'anesthésie par acupuncture et sur l'activité sanitaire en Chine : formation des travailleurs médicaux, la vie d'une équipe médicale, médicaments et instruments médicaux produits à Pékin, thérapeutique nouvelle pour les maladies mentales.

L'exemplaire : 1 F. — Abonnements : 1 an, 10 F ; 2 ans, 15 F ; 3 ans, 20 F en passant par les dépositaires habilités en France ou directement à :

Guizi Shudian - B.P. 399 - PEKIN (CHINE).



Le médecin explique au patient sa maladie, de quel façon on va le guérir, cela le rend plus confiant et mieux préparé.

DANS L'ESPRIT DU DOCTEUR
NORMAN BETHUNE
L'ACUPUNCTURE EN ALGERIE

L'acupuncture, art millénaire de la médecine traditionnelle chinoise, est actuellement pratiquée par les nombreuses missions médicales envoyées par la République Populaire de Chine dans des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine.

En Algérie, les bienfaits des médecins et délégués sanitaires chinois ont été tels, qu'ils tendent désormais à remplacer presque tous les médecins d'autres nationalités.

En coopération avec les médecins algériens, la mission médicale chinoise fait progresser dans des proportions remarquables le nombre et l'étendue des soins sanitaires apportés au peuple algérien.

Un engouement fort justifié a pris naissance dans la population algérienne en faveur de la petite aiguille qui n'occasionne aucune dépense importante, qui ne cause aucune douleur, mais amène la guérison de nombreuses maladies.

Précisons encore qu'un des soucis des médecins chinois consiste à former des médecins algériens aux pratiques de l'acupuncture, afin que le peuple algérien puisse compter sur ses propres forces, sur ses propres acupuncteurs dans le meilleur délai possible.

C'est là une juste attitude internationaliste qui va à l'encontre des pratiques intéressées des capitalistes et des révisionnistes.

Le peuple algérien et le peuple chinois sont des peuples frères, étroitement unis depuis toujours et pour toujours.

Il y a quatre-vingt-douze ans

le 21 Décembre 1879, naissait

STALINE

Le 21 décembre 1879 naissait en Géorgie Joseph Vissarionovitch Djougachvili, que la lutte révolutionnaire clandestine nomma pour toujours Staline : l'homme d'acier, et il fut de fait, comme l'a écrit l'écrivain communiste Henri Barbusse, « inflexible et flexible comme l'acier », fidèle aux principes fondamentaux de Marx et Engels. Et si l'on demandait à Staline, le grand dirigeant du peuple soviétique et de tous les révolutionnaires, ce qu'il était, il répondait : « Je ne suis qu'un disciple de Lénine, et toute mon ambition est d'être un fidèle disciple. » Jamais Staline ne s'écarta de la voie révolutionnaire de Lénine, c'est là qu'il puisa la force et le génie gigantesques qui permirent au peuple soviétique d'édifier le premier le socialisme et d'être le principal artisan de la grande guerre anti-fasciste. Aujourd'hui les Khrouchtchev, Brejnev, Kossyguine et compagnie ont usurpé la direction du glorieux Parti Communiste de l'Union Soviétique, et ils ont voulu effacer le souvenir de Staline, pour restaurer le capitalisme. Mais leur dictature fasciste n'y parvient pas. Des journalistes occidentaux qui ont visité l'U.R.S.S. récemment ont été « effrayés » parce que de nombreuses gens du peuple leur ont parlé de leur regret du grand Staline. Car Staline c'était la confiance inébranlable dans les masses : à sa mort, c'est 30 kilomètres d'ouvriers, paysans, intellectuels révolutionnaires qui pleuraient en attendant de saluer sa

dépouille. D'innombrables faits nous confirment et nous confirmeront encore que le peuple soviétique demeure ce qu'il a été, un peuple profondément révolutionnaire qui ne tardera pas à balayer les traîtres qui l'exploitent et l'oppriment. Staline aimait à rappeler :

« La politique de principes est la seule juste », a dit et répété Staline après Lénine. C'est là l'affirmation de base, le précepte majeur qui, dit encore Staline, « permet de prendre d'assaut les positions inexpugnables ». Et le grand ressort, pour les meneurs du progrès social, c'est la foi dans les masses. Cette foi dans les grandes masses ouvrières, est le mot d'ordre, le cri d'action, que ce chef aura le plus souvent proféré au cours de son destin. « La maladie la plus indécise dont puisse être atteint un chef, nous dit-il, c'est la peur des masses. » Le chef a besoin d'elles plus qu'elles n'ont besoin de lui. Il apprend par elles plus qu'elles n'apprennent par lui. Dès qu'un chef commence à cuisiner sa petite affaire en dehors des masses, il est fichu, et pour la victoire, et pour la cause.

Nous publions ici quelques extraits d'un ouvrage qu'Henri Barbusse publia en 1935 : Staline, un monde nouveau vu à travers un homme, extraits qui portent sur les années d'édification du Parti bolchevik dans la clandestinité, alors que Staline était un infatigable propagandiste révolutionnaire.



La violence de langage était pour lui une arme prohibée. Tout au plus, lorsqu'il avait vidé d'arguments et réduit au calme plat un contradicteur par une discussion serrée, et que celui-ci, la bouche paralysée, s'esquiva, il lui lançait en guise de flèche une expression proverbiale courante en Transcaucasie, quelque chose comme : « Toi qui es un type si épatant, pourquoi canes-tu devant des gens aussi nuls que nous ? »

Le métier d'agitateur clandestin, de révolutionnaire professionnel, qui entraînait celui-là après tant d'autres, est un terrible métier. On devient le hors-la-loi, épié par tout l'appareil d'Etat, traqué par la police : le gibier du tsar et de son innombrable meute bien nourrie, armée jusqu'aux dents, et aux poignes énormes. On est comme un exilé, à la fragile liberté provisoire, qui se terre et guette. On est le minuscule révolutionnaire, presque seul dans la foule, royalement incompris par les gens « intelligents », noyé dans l'immense capitalisme enserrant les pays d'un pôle à l'autre (non seulement les 180 millions de sujets du tsar, mais tous les êtres qui sont debout sur la terre), et on est celui qui, avec quelques amis, veut changer tout cela. On apparaît tantôt ici, tantôt là, pour semer les colères et monter les têtes, et on n'a que sa conviction et que sa voix comme levier de peuples.

Ce métier-là, où il y a, dessinés à l'horizon dans toutes les voies qu'on prend, la prison, la Sibérie et le gibet — ne le fait pas qui veut.

Il faut avoir une santé à toute épreuve au service d'une énergie à tout casser ; des possibilités de travail presque illimitées. Il faut être l'as et le recordman de la veille, savoir se jeter d'une occupation dans une autre, savoir jeûner et claquer des dents, savoir ne pas se faire prendre, savoir se sauver si on est pris. Il faut se faire plus volontiers enfoncer un fer rouge dans la peau ou casser les dents, que de cracher un nom ou une adresse. Et puis, le cœur qu'on a, il faut le consacrer à la cause ; pour le consacrer à autre chose, pas moyen : on est trop perpétuellement arraché du lieu où on est, jamais de loisir, jamais d'argent.

Ce n'est pas tout. Il faut avoir l'espoir chevillé au corps, et dans les plus sombres moments, et dans les pires défaites, ne pas se laisser de croire aux victoires.

Mais tout ça ne suffit pas encore.

Il faut surtout voir clair et savoir ce que l'on veut.

C'est en cela que le marxisme arme pratiquement les révolutionnaires,

qu'il donne à ces hommes nouveaux tant de prise sur les événements (et il leur permet, et leur a permis, tant d'extraordinaires prévisions !).

CELEBRATION A PARIS

Des 27 ans de l'A des 30 ans de son

C'est dans une salle comble que s'est ouvert le 17 décembre, salle Lancry à Paris, le meeting pour célébrer les 27 ans de l'Albanie populaire ainsi que le 6^e Congrès et le 30^e Anniversaire du Parti du Travail d'Albanie, organisé par « l'Humanité Rouge », avec la participation du Parti Socialiste Unifié.

Avant l'ouverture de ce meeting, il nous faut signaler que quelques éléments petits-bourgeois ont tenté une provocation, afin d'attirer la répression policière sur ce meeting d'amitié entre les peuples de France et d'Albanie. Mais nos militants ont repoussé avec colère ces provocateurs et mis en déroute l'ennemi de classe.

C'est ainsi que notre camarade André Druesne ouvrier métallurgiste, membre du Comité de rédaction de « l'Humanité Rouge » invita notre camarade Suzanne Marty, directrice de publication de « l'Humanité Rouge » à prendre place à la tribune ; puis notre camarade Jacques Delrue, ouvrier du bâtiment correspondant de « l'Humanité Rouge » en province ; ainsi que Jean Mendelson du Parti Socialiste Unifié. C'est sous les applaudissements de la salle que les représentants de la République Populaire d'Albanie, Labo Abazi, premier secrétaire de l'Ambassade d'Albanie en France et Taga Haxhi, troisième secrétaire, prirent place à la tribune. Les acclamations de la salle saluèrent la présence de Yu Meng-Hsin, conseiller des Affaires culturelles de la République Populaire de Chine en France, ainsi que les journalistes de l'Agence Chine Nouvelle. Le représentant de la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France fut chaleureusement applaudi.

Notre camarade Suzanne Marty en ouvrant ce meeting, remercia tout d'abord les représentants de la République Populaire d'Albanie, les représentants de la République Populaire de Chine, toutes les personnalités qui nous honorent de leur présence, ainsi que tous les amis

de l'Albanie Socialiste et déclara notamment : « Il y a deux ans le fondateur de notre journal, notre camarade François Marty exaltait devant vous la solidarité internationaliste entre le peuple français et le peuple albanais.

Aujourd'hui il n'est plus, tué dans un grave accident d'auto, mais son souvenir restera toujours présent. Durant ces 40 années de vie militante et de dévouement infatigable à l'idéal marxiste-léniniste il n'a jamais reculé devant les difficultés et les obstacles en luttant jusqu'à l'épuisement contre l'impérialisme et le révisionnisme.

Sa simplicité, sa modestie, sa clairvoyance politique et son courage indomptable resteront à jamais un exemple pour nous. Il est de ceux qui n'ont jamais désespéré de l'avenir car il avait une grande confiance dans le triomphe de la révolution dans tous les pays du monde. Même dans son agonie, lucide jusqu'au bout il a encore eu la force de nous laisser un message d'action en nous demandant de continuer le combat.

Oui, c'est pour continuer ce combat, c'est pour faire connaître l'Albanie Socialiste dont il était un des plus fidèles amis que je suis venue de loin pour être parmi vous tous.

En 1963 déjà lorsque pour la première fois nous nous étions rendus au « pays des aigles » nous avons été émerveillés par l'esprit de lutte de ce peuple, fier et jaloux de son indépendance, par ses qualités d'hospitalité, par sa réussite dans l'édification d'une société nouvelle.

Et depuis, bien d'autres voyages ont confirmé ce bond en avant dans tous les domaines agricole, industriel et culturel. En comptant sur ses propres forces le peuple albanais guidé par le Parti du Travail d'Albanie ayant à sa tête le grand camarade Enver Hoxha s'est engagé dans la voie de la révolutionnarisation et créé l'homme nouveau.

La parole fut ensuite donnée à Jean Mendelson du P.S.U. qui au cours de son

« La simplicité naturelle de Sosso, son désintéressement absolu des conditions de vie personnelle, sa fermeté intérieure, son éducation déjà remarquable à cette époque, lui donnaient de l'autorité, attiraient et retenaient l'attention autour de lui. Les ouvriers de Tiflis l'appelaient : « Notre Sosso ».

Cette sorte de génie de se mettre au niveau des auditeurs, c'est la raison profonde de la confiance que cet homme a suscitée dans les foules, et du rôle qu'il lui a été donné d'accomplir. Ne nous y trompons pas d'ailleurs : se mettre au niveau ne signifie pas s'abaisser, se rapetisser, ou user d'une familiarité amorphe. Loin de là. Orakhelachvili, compagnon d'alors de Sosso, me donne une définition nette : « Il n'était ni schématique ni vulgaire. » Il considérait le militant comme un transformateur qui dit les mêmes choses que le théoricien le plus savant, mais en les adaptant à l'esprit et à la culture de l'auditeur. Comment ? Par des images, par des exemples vivants.

Pas d'injures contre l'adversaire, ajoute le même témoin. Nous avions eu tant à souffrir des mencheviks, que lorsque nous en tenions un devant un auditoire quelconque, nous ne pouvions nous empêcher de lui taper dessus verbalement avec le maximum de ressort, et en avant, les arguments *ad hominem* ! Staline n'aimait pas porter ce genre de coups.

L'EXPANSIONNISME INDIEN et ses MAITRES SOVIETIQUES

(Extraits de la déclaration du gouvernement de la République Populaire de Chine)

(16 décembre 1971)

Le gouvernement indien a prétendu qu'en recourant à la guerre, il visait à réaliser les aspirations nationales de la population du Pakistan Oriental et à permettre aux réfugiés est-pakistanaïses de regagner leurs foyers. Cette assertion est vraiment au comble de l'absurdité. La question nationale se pose dans bien des pays : il faut en chercher une solution appropriée et raisonnable conformément aux aspirations et aux intérêts du peuple. Cependant, elle relève des affaires intérieures d'un pays donné ; il appartient donc au gouvernement et au peuple de ce pays de la régler, et aucun pays étranger n'a le droit d'y intervenir. Le gouvernement pakistanais s'est maintes fois déclaré disposé à trouver, dans un esprit de compréhension et de coopération, une solution politique au problème est-pakistanaïse. En quoi l'Inde est-elle qualifiée pour se mêler de ce qui ne la regarde pas, intervenir arbitrairement dans les affaires intérieures du Pakistan et aller jusqu'à envoyer d'importantes forces armées envahir et occuper le Pakistan oriental ? Chacun sait que l'Inde, elle aussi, se trouve en présence d'une question nationale dont la complexité et l'acuité sont

peu communes dans le monde. Nous aimerions demander à l'Inde quelle attitude elle adopterait si un autre pays la traitait comme elle traite aujourd'hui le Pakistan et recourait à la force contre elle ? Le gouvernement indien a prêté « une attention toute particulière » à la soi-disant réalisation des aspirations exprimées par la population est-pakistanaïse lors des élections de 1970. Mais on ne saurait oublier que l'Inde et le Pakistan sont depuis longtemps convenus d'organiser un plébiscite au Cachemire pour décider de son appartenance, et que le gouvernement de Nehru et celui de sa fille sont revenus sur leur parole en refusant de s'y prendre comme convenu. Pourquoi le gouvernement indien s'est-il montré si indifférent à l'égard des aspirations nationales de la population du Cachemire ?

Quant à la question du retour des réfugiés est-pakistanaïses dans leurs foyers, elle ne doit et ne peut être résolue que par l'Inde et le Pakistan au moyen de consultations, sans qu'il y ait lieu en aucun cas de recourir à la force. Durant les vingt et quelques années qui ont suivi la partition entre l'Inde et le Pakistan, l'exode des réfugiés de part et d'autre ne s'est-il pas opéré dans

de fortes proportions ? Et il en est résulté que des conflits se sont fréquemment produits à la frontière indo-pakistanaïse. C'est une source de souffrances et de fléaux que l'empire britannique a léguée aux peuples indien et pakistanaïse après la seconde guerre mondiale en procédant à la partition entre l'Inde et le Pakistan. Nous autres les peuples afro-asiatiques avons tant souffert du mal causé par le colonialisme ; cette leçon douloureuse ne suffit-elle pas à nous inciter à concentrer notre haine nationale sur l'impérialisme au lieu de nous entre-tuer ? Maintenant, l'Inde en est venue aux armes tambour battant et a porté les flammes de la guerre d'agression à l'ensemble du Pakistan Oriental, si bien que les 75 millions d'habitants du Pakistan Oriental sont en train de devenir des réfugiés et que les peuples indien et pakistanaïse sont d'ailleurs tous en proie aux horreurs de la guerre. Le gouvernement indien a cuisiné, à lui seul, un soi-disant « Bengla Desh » et l'a implanté par la force des armes sur le sol est-pakistanaïse. Le ministre indien des Affaires étrangères Swaran Singh a déclaré que les forces armées indiennes resteraient en territoire pakistanaïse aussi longtemps que ce régime le jugerait nécessaire. Voilà qui prouve que celui-ci est un régime fantoche, qu'il lui est difficile de subsister sans la protection des baïonnettes indiennes. En ce sens, il est purement et simplement de la même espèce que le prétendu « Mandchoukouo » placé sous la férule du militarisme japonais dans les années 30 et 40.

Le gouvernement soviétique a joué un rôle infâme dans la présente guerre d'agression déclenchée par l'Inde contre le Pakistan. Tout le monde se rend clairement compte qu'il est le patron des expansionnistes indiens. Depuis des années, le gouvernement soviétique n'a jamais cessé d'épauler énergiquement la réaction indienne et d'encourager l'expansion de l'Inde hors de ses frontières. L'Union Soviétique et l'Inde ont signé en août dernier un traité affublé de l'étiquette « de paix, d'amitié et de coopération » qui est au fond un traité d'alliance militaire. Elles ont prétendu que ce traité ne visait aucun pays tiers ; mais en réalité, c'est précisément par suite de leur collusion que la subversion, l'intervention et l'agression contre le Pakistan ont gagné en intensité. Après l'éclatement de la guerre d'agression, l'Union Soviétique a

envoyé à flots continus des armes et équipements en Inde pour appuyer les agresseurs indiens et leur insuffler du courage. Ce qui est particulièrement révoltant, c'est que son représentant au conseil de sécurité des Nations Unies a usé plus d'une fois de son veto pour empêcher le cessez-le-feu et le retrait des troupes souhaités par la plupart des pays et les larges masses populaires à travers le monde. Le gouvernement soviétique a accusé calomnieusement la Chine d'avoir provoqué le conflit indo-pakistanaïse en « dressant les Asiatiques contre les Asiatiques ». En fait, c'est lui qui s'est employé bel et bien à « dresser les Asiatiques contre les Asiatiques ». Il est de notoriété publique qu'en agissant de la sorte, l'Union Soviétique vise à renforcer davantage son contrôle sur l'Inde et à disputer ensuite à l'autre super-puissance l'hégémonie partout dans le sous-continent de l'Asie Méridionale et dans l'Océan Indien ; parallèlement, elle cherche à ériger l'Inde en une sub-superpuissance dans le sous-continent de l'Asie Méridionale pour qu'elle lui serve de collaboratrice et de partenaire dans son agression en Asie. L'invasion subite que l'Inde, avec son appui, vient de commettre contre le Pakistan démontre que la scène de l'occupation de la Tchecoslovaquie par l'Union Soviétique en 1968 s'est renouvelée aujourd'hui dans le sous-continent de l'Asie Méridionale. Ces agissements du gouvernement soviétique révèlent une fois de plus son hideux visage social-impérialiste et ses visées expansionnistes. Nous devons maintenir constamment une haute vigilance face à l'impérialisme et à l'expansionnisme, et nous aimerions conseiller aux pays amis du sous-continent de l'Asie Méridionale et à tous les pays lésés et menacés par les super-puissances ou les sub-super-puissances de ne jamais relâcher la vigilance, de renforcer sans cesse leur potentiel de défense et de se tenir à tout instant prêts à riposter aux ennemis qui pourraient venir les attaquer à la première occasion !

Nul doute que les expansionnistes indiens et leur maître récolteront ce qu'ils ont semé. La victoire appartiendra au grand peuple pakistanaïse en lutte contre l'agression ! La victoire appartiendra aux grands peuples de l'Inde et des autres pays de l'Asie Méridionale attachés à l'indépendance, à la paix et à la liberté ! La victoire appartiendra à tous les peuples épris de paix et de justice dans le monde !

Albanie Socialiste Parti du Travail

intervention qui portait sur son récent voyage effectué en Albanie, apporta le soutien du P.S.U. à la République Populaire d'Albanie, pays authentiquement révolutionnaire en Europe. Puis Jacques Delrué au nom de « L'Humanité Rouge » rappela que le 29 novembre 1971 est le 27^e anniversaire de la proclamation de la République Populaire d'Albanie et tira de nombreux enseignements de l'histoire du Parti du Travail d'Albanie fondé il y a 30 ans, le 8 novembre 1941 et qui vient de tenir son 6^e congrès.

Malheureusement, nous ne pouvons publier les 15 enseignements de son intervention, manque de place et nous n'en citerons que quelques extraits :

« Dans l'élaboration de sa ligne politique et son application, le P.T.A. s'est toujours guidé sur le principe selon lequel la lutte des classes est la principale force motrice de la révolution, aussi bien pour la prise du pouvoir que pour l'édification de la société socialiste et le passage au communisme. Le Parti du Travail d'Albanie considère que le révisionnisme moderne ayant pour centre le révisionnisme soviétique, passé au stade du social-impérialisme, constitue un grand ennemi de classe de tous les peuples et est le principal danger pour le mouvement ouvrier et communiste international. Le P.T.A. considère la lutte contre le révisionnisme moderne, et contre le social-impérialisme dans le domaine politique et idéologique, comme une condition indispensable pour mener victorieusement la lutte contre l'impérialisme, dirigé par l'impérialisme américain, pour assurer la victoire définitive de la révolution socialiste en Albanie et à l'échelle mondiale. Le révisionnisme moderne a été une arme de l'impérialisme contre le communisme, elle a été répandue dans le mouvement communiste international à partir des calomnies contre le grand révolutionnaire et grand marxiste-léniniste Staline, continuateur de Lénine. Le P.T.A. considère l'impérialisme US comme le principal ennemi et le plus grand péril

menaçant l'ordre socialiste en Albanie, la révolution socialiste mondiale de tous les peuples et la paix mondiale. Aussi est-ce contre cet ennemi qu'il a dirigé le fer de lance de la lutte de classe dans l'arène internationale.

Saluons au passage, la grande victoire de la résolution albanaïse à l'O.N.U. qui a permis la restitution de ses droits légitimes à la République Populaire de Chine, consacrant une honteuse défaite à l'impérialisme américain et au social-impérialisme soviétique. »

Suzanne Marty annonce avant le deuxième orateur que Gilbert Mury, auteur de « L'Albanie terre de l'homme nouveau », s'excuse de ne pas être parmi nous, étant retenu par une réunion en province, mais qu'il est entièrement d'accord avec la commémoration du 27^e anniversaire de la République Populaire d'Albanie.

Nous assistons ensuite à la projection de diapositives prises cette année lors d'un voyage en Albanie, accompagnées d'une bande sonore d'un contenu politique qui retient l'attention de toute la salle. Sur l'écran nous pouvons voir l'usine Tractori, la construction de la Centrale Maotsétoung ; des coopératives, des écoles, le port de Durrës, la maison d'Enver Hoxha pendant la clandestinité, le folklore albanaïse, etc.

Ce meeting se termine au chant de l'Internationale, le dernier couplet est entonné avec force, ce couplet créé voilà 4 ans lors de la création du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France aujourd'hui interdit par la bourgeoisie monopoliste.

Vive le 27^e anniversaire de la fondation de la République Populaire d'Albanie, bastion du socialisme en Europe !

Vive le 30^e anniversaire du Parti du Travail d'Albanie !

Vive le Parti du Travail d'Albanie et son grand dirigeant marxiste-léniniste Enver Hoxha !

Vive l'amitié indestructible entre les peuples de France et d'Albanie !

L'ETAU DES FORCES POPULAIRES SE RESERRE AUTOUR DE PHNOM-PENH

Une à une les positions tenues par les fantoches de Lon Nol et de Saigon, dans la « ceinture de sécurité » de Phnom Penh, sont enlevées par l'essor impétueux de la lutte des forces armées populaires de libération.

En toute hâte, et avec de lourdes pertes, les fantoches ont dû évacuer successivement la colline de Phnom Baset, à 13 kilomètres au nord de la capitale, et la ville de Dambe malgré l'appui massif des bombardiers américains. L'un de ceux-ci, un bombardier super-sonique ultra-moderne, a été abattu tout près de Phnom Penh.

Après que les B 52 américains aient pilonné les plantations d'hé-

véa de Chup, détruisant une très importante partie des plantations, les fantoches locaux, assistés de milliers de leurs complices sud-vietnamiens, ont occupé la région... qu'ils ont dû évacuer aussitôt, fuyant de tous côtés. Plus de 5 000 fantoches sont ainsi isolés du nord du pays, dans l'incapacité absolue de rallier la capitale qui continue à être placée sous le feu des roquettes des forces populaires de libération. La panique règne à bord du radeau, percé de toutes parts, des agresseurs yankees et de leurs fantoches de Phnom Penh. L'heure approche inexorablement où le peuple cambodgien leur réglera leur compte définitivement.

GUYANE : LE COLONIALISME ÉBRANLÉ !

A la Camarade Suzanne MARTY,
directrice de la publication de « l'Humanité Rouge »
Chère Camarade,

J'ai l'honneur de t'envoyer ci-joint le film des événements qui viennent de se dérouler à Cayenne et au sujet desquels la presse bourgeoise française a été d'une discrétion exemplaire. Ce compte rendu des événements que nous t'adressons a été établi à la demande de l'U.T.G. Il va de soi que nous te l'envoyons pour que la rédaction de « l'Humanité Rouge » y trouve matière à un article dénonçant une fois de plus le colonialisme français en Guyane, et compte tenu des éléments que nous te transmettons nous espérons que l'équipe de « l'Humanité Rouge » voudra bien nous manifester sa solidarité par le moyen d'un article d'information.

En te remerciant par avance, je t'adresse chère camarade, les saluts fraternels de l'Union des Travailleurs Guyanais.

Un membre de la Commission administrative
de l'Union des Travailleurs Guyanais

Depuis des années le chômage est général en Guyane. Pour un pays de 40 000 habitants, il y a 4 000 chômeurs recensés. La majorité de la population est constituée de jeunes de moins de 21 ans (plus de 60 %) qui, pour la plupart, n'ont d'autres ressources que de traîner sur le pavé

ou de s'expatrier par le Bumidom. (1).

Le coût de la vie est de 65 % plus élevé qu'en France, les prix étant calculés en fonction de la classe riche, c'est-à-dire des fonctionnaires métropolitains qui touchent les primes d'installation et la prime mensuelle de 40 % de « cherté de vie ».

LE COLONIALISME FRANÇAIS FAIT REGNER LA MISERE EN GUYANE

Un exemple : Pour un travailleur touchant le S.M.I.C. à 520 F par mois :

— un logement social de quatre pièces coûte 345 F par mois plus les charges ;

— les frais de scolarisation annuels pour un enfant se montent à 200 F (sans compter la cantine...) et

la natalité en Guyane est l'une des plus fortes du monde ;

— le m³ d'eau est passé en un an de 0,60 F à 1,10 F ;

— la nourriture — surtout les produits locaux — est excessivement chère : tomates : entre 8 et 10 F le kg ; salade : 8 F le kg ; manioc : 5,50 F le kg.

4 francs de l'heure, c'est un minimum pour vivre.

Compte tenu du fait que les travailleurs payés au S.M.I.C. sont très nombreux en raison d'une grille de qualification quasi inexistante (des conducteurs d'engins sont payés au S.M.I.C.), les travailleurs du bâtiment ont décidé de se mettre en grève pour une seule revendication : la revalorisation du S.M.I.C. de 3,24 F à 4 F.

C'est le salaire minimum que les travailleurs guyanais pouvaient demander pour avoir un pouvoir d'achat à peine normal. Le S.M.I.C., malgré une hausse massive des prix, n'avait subi aucune augmentation conséquente depuis trois ans. C'est pourquoi l'ensemble de la population a reconnu et soutenu la justesse et le bien fondé de cette grève.

Tout en ne pouvant nier le bien fondé de la revendication, la préfecture s'y oppose car le pouvoir colonial s'appuie sur le patronat et les

grandes entreprises du bâtiment. D'autre part, sa satisfaction amènerait à égaliser les salaires des fonctionnaires et des ouvriers, à supprimer les avantages injustifiés des fonctionnaires qui en font une classe de collaborateurs, conscients ou non, du système colonial et à les rejeter dans l'opposition.

Mais les autorités politiques sont aussi représentées par Léopold Heder, sénateur-maire, président du conseil général. Pour ce dernier : « donner 4 F de salaire de base, c'est embourgeoiser les travailleurs » et « les travailleurs guyanais n'ont pas encore assez soufferts pour mériter l'autonomie » !

Malgré son opposition farouche, les travailleurs, appuyés par la population, décident la grève le jeudi 4 novembre pour faire fléchir l'intransigeance patronale.

UNE GREVE EXEMPLAIRE

Le 5 novembre au matin, la plupart des entreprises du bâtiment entrent en grève ; une seule revendication : salaire de base à 4 F ! La grève s'étendra très vite à plus d'un millier de travailleurs.

Elle est déclarée illimitée avec occupation des locaux et des chantiers.

Le lundi 8, les ouvriers des deux usines de boissons gazeuses : Coca-Cola et « Chung-Fa-Seven up » démarrent à leur tour la grève illimitée avec occupation sur la même base de revendication.

Sous la conduite de leurs syndicats respectifs et de la centrale U.T.G., les grévistes s'organisent, distribuent des tracts pour informer toute la population, tiennent des meetings dans les quartiers de Cayenne.

Le jeudi 18, nouvelle rencontre des syndicats U.T.G. et du patronat : une seule proposition, 3,60 F au lieu des 4 F. Dehors, les grévistes massés devant le bâtiment scandent leurs mots d'ordre : « Les patrons peuvent et doivent payer nos 4 F ».

L'après-midi, à l'appel de l'U.T.G., 1 500 grévistes manifestent sur un trajet de 5 km. Le soir, un meeting rassemble 2 000 personnes au local de l'U.T.G.

Le vendredi 19, des grévistes arrêtent un car appartenant à une entreprise en grève. La police charge brutalement. Le but de cette provocation policière est classique : on commence par provoquer une bagarre entre « nègres » et ensuite les képis rouges et C.R.S. interviennent pour rétablir l'ordre dans ces affaires de nègres !

A 13 h est diffusé dans toute la ville, par voiture publicitaire et l'O.R.T.F., un appel des prétendus « élus du peuple ». Les travailleurs en grève et le peuple guyanais sont convoqués à la mairie pour 19 h. Comme par hasard, on « oublie » d'y inviter aussi les représentants de l'U.T.G. !

L'après-midi, les grévistes manifestent jusqu'à la mairie avec à leur tête les responsables des sections syndicales en grève et de la centrale

U.T.G., répondant ainsi au mépris affecté par le maire.

A 19 h, conférence très brève du maire. Thème du discours :

— « Ce que vos responsables syndicaux n'ont pas pu obtenir, moi, Heder, si vous me faites confiance, je l'obtiendrai dès demain. »

— « J'ai jusqu'à présent retenu les forces de l'ordre, mais, si vous regimbez, je ne pourrai pas les empêcher d'intervenir. En un mot, ou bien vous désavouez le syndicat, ou bien... la matraque ! »

Il refuse ensuite le micro au secrétaire général de l'U.T.G. et lève précipitamment la séance dans le mécontentement général des travailleurs.

Décus et irrités, ceux-ci viennent se masser devant le local voisin de l'U.T.G. où, à la demande générale, les responsables organisent une conférence improvisée. Les travailleurs prennent la parole devant 2 000 personnes, dénoncent violemment le chantage du maire et manifestent leur confiance au syndicat.

poursuivent de nouvelles batailles de rues. Les forces de répression abandonnent le quartier définitivement après s'être plaintes d'avoir été attirées dans « un guet-apens ».

Les responsables de l'U.T.G. en liberté font circuler un tract dans toute la ville : la grève continue jusqu'à l'obtention des 4 F et la libération de tous les camarades arrêtés.

Lundi, à 3 heures du matin, les emprisonnés sont relâchés mais les dirigeants syndicaux demeurent inculpés. Le soir, au cours d'un grand meeting à la salle Moïna, la poursuite de la grève est votée et l'accord illégal de salaire dénoncé.

Le samedi 27, enfin une réunion paritaire a lieu qui adopte une nouvelle grille de salaire sur la base de 4 F de l'heure. Le soir, un nouveau meeting général rassemble tous les grévistes qui, d'un commun accord, décident la reprise du travail.

Les accords sont signés le 28 novembre et le 2 décembre sur la base horaire de 4 F pour le manœuvre. Le travail reprend aussitôt.



Départ de la manifestation du jeudi 18 novembre au matin après l'échec des négociations entre l'U.T.G. et le syndicat patronal.

Vers 21 h, le public se regroupe devant l'hôtel de Police pour protester énergiquement contre la provocation policière du matin. La gendarmerie charge violemment : matraquages, grenades lacrymogènes... La foule se disperse pour se rassembler dans les quartiers populaires. La police cerne le local de l'U.T.G., y pénètre et arrête tous les responsables syndicaux présents : le secrétaire général de l'U.T.G., Radamonthe Turenne, les camarades Toussaint Jean-Claude, Seranot Just, Ferrera, Bourgarel Frédéric, sous prétexte d'atteinte à la sûreté de l'Etat. La police casse les serrures, perquisitionne et saisit la totalité du matériel.

Des combats de rues se déroulent pendant la nuit. Quelques pillages ont lieu (mais ceux qui sont arrêtés sur le fait ne sont ni grévistes, ni syndiqués !). Malgré l'avion de C.R.S. arrivés en renfort de la Martinique, les « forces de l'ordre » n'arrivent même pas à pénétrer dans le quartier populaire dit du « Village chinois » et se contentent de le cerner.

Le matin, nouvelles arrestations de militants au local de l'U.T.G. Mais, grâce à l'appui de la population, nombreux sont ceux qui échappent aux recherches.

Le samedi matin, au cours d'une réunion grossièrement illégale, le sénateur-maire fait adopter une nouvelle grille des salaires, en l'absence des représentants des travailleurs. Toute la soirée et toute la nuit se

Le colonialisme français sera balayé !

Outre la magnifique victoire syndicale obtenue malgré l'opposition générale des exploités, autorités politiques et patronat, il faut retenir l'aspect politique de ce combat. Aspect imposé par le maire lui-même qui n'a pas hésité, dès les premiers jours, à tenter de briser la lutte en visant la tête du mouvement syndical.

Ses provocations n'avaient qu'un but : donner un prétexte au pouvoir colonial pour décapiter le syndicat et attribuer aux politiciens véreux tout le bénéfice du mouvement.

Mais c'est prendre le peuple guyanais pour un ramassis d'imbéciles. La continuation de la grève pendant une semaine après les proclamations d'Heder à la préfecture a été une réponse éclatante à cette manœuvre ; réponse du peuple guyanais qui a su reconnaître derrière le « socialiste » de façade, le dictateur féroce entièrement dévoué au pouvoir colonial. Comme ses maîtres il sera, un jour prochain, balayé par la classe ouvrière et le peuple guyanais.

U.T.G. - Cayenne, le 8-12-1971.

(1) Bureau colonial qui organise la déportation massive des travailleurs des « départements d'outre-mer » vers la « métropole ».

Des débuts de "l'Etoile" au Front Populaire (1924-1935)

**Le P.C.F.
et la lutte
du peuple algérien
pour son indépendance
nationale**

Une étude de Jacques JURQUET (8)

**LE LENT CHEMINEMENT
D'UNE LIGNE JUSTE,
A UNE LIGNE ERRONÉE**

Mais qu'était donc devenue « l'Etoile Nord-Africaine » pendant la sale guerre du Rif ? On imagine aisément qu'en dépit de son caractère d'organisation « légale », elle n'avait pu fonctionner qu'au prix de précautions continuelles et multiples pour échapper aux provocations et à la répression de la bourgeoisie. Il convient d'ailleurs de préciser qu'il lui avait été rigoureusement impossible de s'implanter en Algérie, pas plus qu'au Maroc et en Tunisie. Nous

verrons plus loin que ce fut seulement en 1934 qu'apparut en Algérie une filiale de l'Etoile, première organisation nationaliste de masse.

Ici, nous tenons à prévenir nos lecteurs algériens. Nous allons rappeler différents événements concernant les partis, associations, mouvements qui ont contribué, historiquement, au développement du courant national anticolonialiste de leur peuple. Comme nous l'avons fait pour Doriot, traître au communisme, à la

classe ouvrière et à sa patrie, nous allons être obligés de citer des hommes qui sont devenus des traîtres à la révolution nationale algérienne. Que nos lecteurs entendent bien qu'il ne s'agit pas pour nous d'essayer de « réhabiliter » de tels individus, ni de nous ingérer dans les affaires intérieures du peuple algérien. Notre seul propos consiste à étudier les relations du Parti communiste français avec la lutte grandiose menée en Algérie et en France par un peuple

entier pour son indépendance nationale. Si sincères soyons-nous dans nos convictions révolutionnaires et si forts soient nos sentiments d'amitié envers le peuple algérien, nous savons que ce n'est pas à nous, Français, d'écrire l'histoire de la victorieuse révolution nationale anticolonialiste de l'Algérie, mais aux combattants, aux penseurs et aux historiens algériens qui l'ont eux-mêmes vécue.

En vérité, nombre d'auteurs français situent la naissance de l'Etoile Nord-Africaine en 1926. Charles-André Julien la fixe en mars 1926 et précise « à l'ombre du P.C. ». Le Manuel d'histoire du Parti communiste français (édition de 1964) n'en parle pas du tout. Il en est de même dans *Fils du peuple*, écrit par Maurice Thorez. Nous avons préféré nous en tenir à des auteurs algériens et plus précisément à un document qui ne nous semble contesté par personne en Algérie : la « Charte d'Alger » présentant l'ensemble des textes adoptés par le 1^{er} Congrès du Parti du Front de Libération Nationale. Dans le chapitre premier intitulé « Le mouvement national jusqu'en 1954 » est écrit textuellement : « La première organisation nationaliste à base populaire prend naissance en France dès 1924. L'Etoile Nord-Africaine revendique l'indépendance de l'Algérie en 1933... »

En juin 1926, Si Mohand Djaffal, premier président de l'Etoile Nord-Africaine, donna sa démission pour raison de santé, Ahmed Belghoul, qui vivait dans une semi-clandestinité et assurait les liaisons avec l'émir Khaled, de nouveau proscrit à Alexandrie, puis à Damas, aurait voulu éviter de prendre officiellement la direction de l'Etoile. Aussi proposait-il la présidence à l'un des dix membres du premier Comité exécutif, Messali Hadj. Celui-ci se recusa. Mais Belghoul, devenu second président de l'Etoile Nord-Africaine, fut arrêté deux mois plus tard, au mois d'août, alors qu'il effectuait une mission à Hammam Bou Hadjar (Oranie) et condamné à cinq mois de prison, il fut enfermé à Aïn Elârba. Du coup, Messali Hadj assura l'intérim et lorsque Belghoul fut libéré, accepta de conserver les fonctions de président

de l'Etoile. Par la suite, on ne trouve pas facilement trace de l'activité des communistes algériens dans l'Etoile Nord-Africaine. Seul Amar Ouzegane, critiquant le sectarisme et l'esprit de domination des communistes français, laisse entendre qu'ils ont abandonné la lutte : « Comment s'étonner de voir des personnalités éminentes, au courage politique et physique indéniable, se retirer de

1947, il faut retenir que la répression particulièrement violente vis-à-vis des travailleurs immigrés comme vis-à-vis des militants communistes les plus actifs avait pour conséquence une certaine désorganisation de leurs rangs et un reflux temporaire de la combativité, même si elle avait par ailleurs le caractère positif de durcir les meilleurs d'entre eux.

gènes ». Nullement surprenant dans le cadre de la colonisation, un tel phénomène présageait de l'activité adoptée trente ans plus tard par les masses ouvrières européennes face à la révolution nationale anticolonialiste déclenchée par le F.L.N., masses qui n'avaient cessé, pour le moins, de voter « communiste » depuis 1945. On ne sait pratiquement rien (en dehors des archivistes du P.C.F.) sur les rapports entre le Parti communiste (S.F.I.C.) et l'Etoile Nord-Africaine au cours des années 1927 et 1928.

Par contre, il est établi que l'organisation nord-africaine publiait un journal intitulé « *Iqdam* » (Le Progrès). Son président, Messali Hadj, participa en février 1927 à Bruxelles au Congrès de la « Ligue contre l'oppression coloniale ». Il y présenta les « revendications algériennes », qui comportaient en tête « l'indépendance de l'Algérie » et furent publiées par *Le Fanion rouge* (« *Aa Raïat el Hamra* »).

Du côté du Parti communiste, on remarque la participation de deux délégués de la région algérienne au 6^e Congrès de l'Internationale communiste tenu à Moscou du 17 juillet au 1^{er} septembre 1928. Mais les noms mentionnés dans les documents de l'Internationale, Aberderame et Ben Saïd, tous deux d'Alger, sont-ils réels ou simplement les pseudonymes de militants français, voilà qui devient aujourd'hui très difficile à établir.

Toujours est-il que l'intervention d'Aberderame, le 17 août, porte surtout sur les difficultés du Parti et sur son histoire en Algérie, tandis que, le 21 août, Ben Saïd se consacre essentiellement aux problèmes des travailleurs immigrés en France et à la positions de la C.G.T.U.

"L'ÉTOILE" CHANGE DE PRÉSIDENT

**L'Étoile Nord-Africaine
L'Association pour la défense
des Peuples colonisés
ORGANISENT AVEC LE CONCOURS
DES REPRÉSENTANTS DES PEUPLES OPPRIMÉS
un GRAND MEETING qui aura lieu
le VENDREDI 26 JUIN à 20 h. 30**



Salle de la Mutualité, 24, Rue St-Victor (MÉTRO : Maubert-Mutualité)
Sous la Présidence du P^r LANGEVIN, Félicien CHALAYE, Andrée VIOLLIS

L'entête d'un tract de « l'Etoile Nord-Africaine » datant de 1927 et édité en commun avec « l'Association pour la défense des peuples colonisés » créée par Nguyen Ai Quoc (Ho Chi-minh). Le député communiste Henri Lozeray participait au meeting annoncé.

l'action sur la pointe des pieds?... Tels Hadjali Abdelkader, le compagnon de Hô Chi Minh, président de la Ligue intercoloniale existant à Paris avant l'E.N.A., ou Mahmoud Ben Lek'hal, emprisonné pour avoir défendu contre les fusilleurs de l'armée française les ouvriers allemands en grève dans la Ruhr occupée.

Indépendamment des griefs avancés par l'ancien secrétaire général du Parti communiste algérien, exclu en

Parmi les communistes de la région algérienne (travailleurs français et européens vivant en Algérie), les abandons s'évaluaient à 80 % des effectifs. L'immense majorité de ceux qui rendaient leurs cartes du Parti désapprouvaient le soutien apporté à l'émir Abd el-Krim et aux patriotes rifains en avançant toutes sortes de raisons dont le fond commun tenait à leur « supériorité de classe et nationale » vis-à-vis des populations « indé-

PREMIÈRE CRISE ENTRE LE PARTI COMMUNISTE et les NATIONALISTES ALGÉRIENS

En 1929 se tint à Saint-Denis le 6^e Congrès du Parti, celui qui lança la tactique préconisée alors par l'Internationale : « Classe contre classe » contre la tendance opportuniste de droite incarnée en France par Doriot, et contre l'opportunisme de gauche représenté par les trotskystes. Les questions coloniales ne figuraient pas à l'ordre du jour, mais cela n'impliquait pas nécessairement l'abandon de la juste ligne « d'indépendance nationale » pour les colonies. Toutefois, on est déjà loin de l'unité d'action profonde et enthousiaste des années 1924, 1925 et 1926 entre militants du Parti et travailleurs immigrés.

Une première crise éclate entre les

dirigeants de l'Etoile Nord-Africaine et le Parti. Les responsables algériens reprochent aux membres du Bureau politique « de vouloir faire de leur mouvement une simple organisation parallèle sous contrôle communiste ». N'oublions pas qu'à cette époque « communiste » s'identifie pratiquement « français » pour l'immense majorité des travailleurs immigrés venus d'Afrique du Nord. Il n'y a pas encore en Algérie de « communistes » algériens, c'est-à-dire autochtones. Seuls des Français peuvent être « communistes » sans encourir aussitôt la violence la plus brutale des autorités colonialistes... et encore ! Et en France, si des travailleurs algériens sont commu-

nistes, il leur faut être membres du Parti français.

Les dirigeants du Parti justifient leur attitude devant ceux de l'E.N.A. en invoquant la volonté effective des militants de la base. Alors Belghoul propose d'organiser une réunion commune des deux directions, celle du P.C. et celle de l'Etoile, en présence des militants algériens. L'assemblée se réunit dans une salle du 4^e arrondissement. Il y a là quatre dirigeants du P.C. (S.F.I.C.) dont deux Français, un Algérien et un Tunisien, les membres du Comité central de l'Etoile Nord-Africaine et plusieurs centaines de travailleurs immigrés. A la question : « Désirez-vous dépendre du P.C.F. ou consti-

tuer une organisation indépendante, sur la base nationale ? », l'unanimité se prononce en faveur de l'indépendance de l'Etoile Nord-Africaine.

C'est là un grave échec pour le P.C. (S.F.I.C.).

Ce ne fut pas cependant la rupture, mais ce fut une première épreuve sérieuse pour l'application pratique de la ligne du Parti vis-à-vis des populations des colonies opprimées par l'impérialisme français. Et peu après, le gouvernement décrétait la dissolution de l'organisation nord-africaine sous prétexte que « son programme portait atteinte à la souveraineté française en Afrique du Nord. »

(A suivre.)

IL Y A 4 ANS NAISSAIT

Le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France

Voici quatre ans, les 30 et 31 décembre 1967, s'assemblaient les assises du Congrès constitutif du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France.

La naissance de ce Parti révolutionnaire prolétarien correspondait, en France, au phénomène mondial de division en deux du Mouvement communiste international, résultat de l'opposition irréductible entre marxisme-léninisme et révisionnisme moderne.

Un tel événement avait un précédent : après la guerre de 1914-1918, les Partis sociaux-démocrates de la II^e Internationale, tous dominés par le révisionnisme, le social-chauvinisme et le social-impérialisme, sauf le Parti russe, avait connu le phénomène de la division en deux. Sous l'impulsion de Lénine et des bolchéviks, les dirigeants traîtres aux principes de Marx et Engels étaient démasqués ; de nouveaux Partis se constituaient en vue de faire la révolution prolétarienne. En France, au Congrès de Tours, naissait alors le Parti communiste français.

Mais le processus de 1963 a présenté des caractéristiques différentes de celui des années 1918-1921. En particulier en Europe occidentale, où les Partis devenus révisionnistes possédaient des moyens et une expérience infiniment plus développés que les Partis sociaux-démocrates de 1920. Au surplus, dans bien des cas, et dans celui de la France plus spécialement, ces Partis n'avaient pas sombré dans la dégénérescence révisionniste à l'occasion de la collaboration de classe pendant la deuxième guerre mondiale ; tout au contraire, ils s'étaient distingués aux yeux des masses populaires dans le combat contre le nazisme, pour l'in-

dépendance nationale, s'identifiant à la libération de leurs nations occupées par les hordes hitlériennes.

Ainsi un Parti révisionniste comme celui que dirige maintenant Georges Marchais bénéficiait-il d'un prestige ancien lui facilitant, dans des proportions considérables, son entreprise de tromperie contre-révolutionnaire, même s'il comptait dans ses dirigeants d'anciens volontaires du travail en Allemagne nazie. Car quel militant aurait pu imaginer pareille infamie après les sacrifices connus et légitimement honorés de Gabriel Péri, Lucien Sampaix, Jean Cathelas, Daniel Casanova, Pierre Sémard, Guy Môquet et de tant d'autres héros communistes assassinés par l'ennemi fasciste ?

La division en deux du Mouvement communiste international intervenait essentiellement sur des fondements plus sensibles aux militants des peuples colonisés et opprimés par les différents impérialismes qu'aux militants des pays capitalistes soumis à la pression permanente de l'idéologie dominante de la bourgeoisie, bénéficiant des miettes du colonialisme et de l'impérialisme.

De telles conditions historiques permettent de comprendre que les nouveaux Partis marxistes-léninistes ont rencontré, dès leur naissance, des difficultés importantes pour se lier aux classes ouvrières proprement dites, tandis qu'ils recevaient un afflux plus important d'intellectuels.

Aussi la question de l'hégémonie de la classe ouvrière dans ces Partis revêtait-elle aussitôt un caractère décisif, suscitant des luttes de classe sans merci entre idéologie prolétarienne et idéologie petite-bourgeoise au sein des nouveaux Partis marxistes-léninistes.

L'orientation idéologique et politique du P.C.M.L.F., définie dans son Congrès constitutif, répondait aux nécessités de la lutte contre les courants petits-bourgeois, pour assurer la direction prolétarienne du Parti. Ses statuts instauraient un Parti de type léniniste.

Confronté quelques mois à peine après sa naissance aux événements de mai-juin 1968, le jeune Parti parvint à adopter une ligne juste, tandis que le courant intellectualiste petit-bourgeois incarné par l'U.J.C. (M.L.) dégénérait complètement et se

désagrégeait. Mais la bourgeoisie veillait au grain ! Et le 12 juin 1968, elle décrétait la mise hors-la-loi du P.C.M.L.F.

Si nos renseignements sont exacts, il semble bien que de toutes les organisations alors interdites seul le P.C.M.L.F. ait refusé de se reconverter pour pouvoir bénéficier de la légalité capitaliste. Sans doute a-t-il tiré des enseignements au terme desquels, pour être efficace et conséquente, la lutte pour la révolution prolétarienne ne peut en aucune manière s'accommoder d'une soumission au « légalisme » bourgeois.

geoise. En fait, nombreux sont ceux qui préconisent le « spontanéisme » et finalement méprisent et l'organisation et la formation idéologique. Pour d'autres, la question consiste à considérer qu'eux seuls sont en mesure d'assumer la direction d'un tel Parti, et bien entendu ils ne peuvent accepter de rallier telle autre formation que celle où ils s'octroient d'emblée le rôle dirigeant ! C'est fou ce qu'il y a de « petits Lénine » ou de « Mao en puissance » aujourd'hui dans les rangs des intellectuels petits-bourgeois.

Nous pensons, quant à nous, que cette question historique, à savoir

l'existence en France d'un authentique Parti révolutionnaire prolétarien, ne peut trouver de solution en dehors de l'hégémonie de la classe ouvrière. La clef de l'édification d'un tel Parti n'est nulle part ailleurs qu'au sein de la classe ouvrière. Un tel Parti ne peut se développer qu'à condition que son édification idéologique et organisationnelle soit exclusivement prolétarienne. Pour nous c'est un enseignement de l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire, absolument irréversible, fondamental, inéluctable.

La création du P.C.M.L.F., fin 1967, a donc bien été un événement historique dont l'avenir confirmera l'opportunité et l'importance. A notre sens, la question actuelle qui présente un caractère des plus impérieux pour tous ceux qui veulent qu'existe et agisse en France un Parti révolutionnaire prolétarien, c'est d'abord reconnaître qu'il ne saurait être authentique sans contenu prolétarien, c'est-à-dire d'accepter sans aucune réserve le rôle dirigeant hégémonique de la classe ouvrière. Cette attitude n'exclue nullement les petits-bourgeois ni les intellectuels, encore moins les petits paysans, dont les intérêts objectifs leur commandent de se placer effectivement sur les positions révolutionnaires idéologiques et politiques du prolétariat.

Ce Parti révolutionnaire prolétarien authentique ne sera plus jamais le P. « C. » F. et, contrairement à la thèse propagée par Garaudy, il est indispensable de comprendre que la seule issue pour les révolutionnaires conséquents, c'est désormais d'établir une ligne de démarcation sans ambiguïté avec le révisionnisme moderne. Croire que l'on pourra « redresser de l'intérieur le P. « C. » F. dominé par la clique Marchais, c'est tout simplement cautionner (volontairement ou inconsciemment, peu importe) la poursuite de son influence néfaste sur de nombreux travailleurs, c'est ne pas accepter de combattre avec des moyens efficaces et décisifs la trahison du prolétariat international, dont le centre se trouve à Moscou et dont les dirigeants français sont les actifs supporters.

Pour arracher la classe ouvrière au révisionnisme moderne, un Parti authentiquement marxiste-léniniste est indispensable, mais l'expérience a prouvé qu'il ne saurait être toléré par la bourgeoisie, car il porte atteinte à ses intérêts fondamentaux, ce qui le distingue totalement du P. « C. » F.

Alors ?

C'est aux militants ouvriers, aux travailleurs avancés, aux révolution-



FRANÇOIS MARTY
(1905 - 1971)

François Marty avait milité dans les rangs du P.C.F. de 1926 à 1964 soit pendant 38 années, fut l'un des premiers à engager la lutte contre le révisionnisme moderne. C'est lui qui présida le Congrès constitutif du P.C.M.L.F. Sous l'Occupation, il avait commandé l'Ecole des officiers F.T.P. du Sud-Ouest sous les pseudonymes de commandant Quinta, puis commandant Bourgat.

L'Humanité nouvelle
PROLÉTAIRES DE TOUT LES PAYS,
UNITEZ-VOUS !
NATIONALE ET POPULAIRE OUVRIÈRE
UNIQUE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
MARXISTE-LÉNINISTE
DE FRANCE

GRANDE VICTOIRE POUR LA CLASSE OUVRIÈRE !

**Vive le Parti
Communiste
Marxiste-Léniniste
de France**

CRÉÉ LE 30 DÉCEMBRE 1967 MALGRÉ LES PROVOCATIONS DE LA POLICE DE DE GAULLE ET DES RENEGATS RÉVISIONNISTES QUI ENVOIENT LEURS NERVIS SE LIVRER AU TERRORISME CONTRE LES MILITANTS MARXISTES-LÉNINISTES : ILS ONT ATTAQUÉ NOTRE CONGRÈS À COUPS DE PISTOLET, BLESSÉ PAR BALLE UN CAMARADE ET ENLEVÉ LE FILS DE NOTRE CAMARADE JURQUET.

Pages 3 et 16

Provocation : Echec ! Nouvelle provocation : Nouvel échec !
MAO TSE-TOUNG

naires conséquents de fournir la réponse.

Et nous ne croyons pas pour notre part que cette réponse puisse convenir à la légalité bourgeoise. Elle ne peut donc pas être rendue publique dans la France d'aujourd'hui dominée par le capitalisme monopoliste d'Etat, parce qu'elle ne peut s'adapter à la légalité bourgeoise. Le Parti révolutionnaire prolétarien, dans la période actuelle, ne peut qu'être clandestin, ses adhérents et militants ne doivent nourrir aucune illusion quant au libéralisme pourri de la bourgeoisie capitaliste. Elle est décidée à suivre l'exemple des Versaillais, ses ancêtres sanglants, dès qu'elle sentira ses intérêts de classe un peu plus sérieusement menacés. C'est souligner là d'ailleurs sa faiblesse et sa défaite inéluctable.

En ce 4^e anniversaire de la fondation du P.C.M.L.F., les marxistes-léninistes de l'« Humanité-Rouge » pensent que ce fut là une décision juste et d'une portée historique que l'avenir révélera avec une force grandissante. Au surplus, ils savent que la Révolution prolétarienne, qui ne triomphe pas sans une longue et sérieuse préparation, exige l'existence d'un Parti révolutionnaire prolétarien, et ne peut résulter du simple mouvement spontané des masses populaires. C'est là l'un des enseignements fondamentaux de Lénine, de Staline et de Mao Tsé-toung.

Gaston LESPOIR.